



ÉTAT DU JOURNALISME ENVIRONNEMENTAL EN AFRIQUE

Rapport 2025

Résultats d'une enquête auprès des journalistes
de 47 pays africains



État du journalisme environnemental en Afrique en 2025

Rapport d'étude

Association Africa 21

Enquête menée auprès de journalistes de 47 pays africains

Auteur : Julien Chambolle

Date : 4 juillet 2026

Lieu : Genève

© Association Africa 21 – 2025

Tous droits réservés.

La reproduction de tout ou partie de cette publication est autorisée sous réserve de mentionner la source.

Les photos utilisées dans ce document sont issues des missions effectuées par l'Association Africa 21 dans le cadre de son programme « Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique », durant l'année 2025.

Les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent que leurs auteurs.

Table des matières

Préambule	6
Qui sont les journalistes qui travaillent sur le développement durable ?	8
Une enquête couvrant une large partie du continent africain	8
Statut professionnel des répondants	9
Les conditions de travail	11
Situation économique des journalistes.....	14
Une profession confrontée à une forte fragilité économique	14
Des journalistes force de proposition pour renforcer la viabilité économique des médias	20
Des journalistes qui proposent également des solutions pour améliorer leur propre situation professionnelle	23
Le droit d'exercer le métier de journaliste en Afrique	27
Les principaux droits reconnus aux journalistes.....	27
État des droits et de la liberté d'exercer le journalisme en 2025.....	28
Une perception préoccupante de la liberté de la presse.....	32
Un métier en profonde évolution	34
Les tendances constatées par les journalistes	34
De l'usage des réseaux sociaux dans le travail journalistique.....	38
Nouveaux outils et nouvelles pratiques journalistiques	41
Thème spécial de l'édition 2025 : la lutte contre la désinformation en Afrique	45
Éducation aux médias et à l'information : un enjeu démocratique majeur	45
Mésinformation, désinformation et malinformation : trois notions distinctes	46
Une bonne compréhension de la malinformation, mais une maîtrise encore inégale des concepts	47
Outils et méthodes pour détecter les <i>fake news</i>	52
Former à l'éducation aux médias et à l'information : un enjeu largement identifié par les journalistes.....	55
Le traitement des questions environnementales dans les médias africains	60
Baromètre de la question environnementale dans les médias africains.....	60
Les freins à la production de contenus en lien avec l'environnement dans les médias africains	62
...Mais aussi des freins pour publier du contenu	67
Certains sujets demeurent difficiles à traiter.....	70
Un besoin de formation continue	74
Les champs journalistiques à explorer en 2026	78
Recommandations	86
Restons en contact & Soutenez notre action	92



Préambule

Depuis 2019, l'Association Africa 21 accompagne le développement d'un réseau panafricain de journalistes spécialisés dans les questions de développement durable et de changement climatique. Ce programme est né d'un constat simple : face à l'importance croissante des enjeux environnementaux, les journalistes africains ont besoin d'un meilleur accès à l'expertise, aux sources d'information fiables, aux formations spécialisées et aux espaces internationaux où se construisent les politiques publiques.

C'est dans cette perspective qu'Africa 21 a créé le Réseau des journalistes africains spécialisés dans les questions de développement durable et de changement climatique (pour en savoir plus merci de consulter notre site web : www.africa21.org). Ce réseau vise à renforcer les compétences des professionnels des médias, à favoriser les échanges d'expériences entre journalistes africains et à améliorer la qualité de la couverture médiatique des enjeux liés au développement durable.

Aujourd'hui, le réseau rassemble plus de 1 100 journalistes issus de 47 pays africains. Il réunit des professionnels de la presse écrite, de la radio, de la télévision, des agences de presse et des médias numériques. Près de 40 % de ses membres sont des femmes et les journalistes représentés exercent aussi bien comme salariés qu'en qualité d'indépendants.

Le présent rapport constitue la deuxième édition de l'état du journalisme environnemental en Afrique. Après une première enquête réalisée en 2024, cette nouvelle édition s'appuie sur les réponses de 171 journalistes recueillies en 2025. L'augmentation du nombre de participants renforce la portée des enseignements présentés dans ce document et permet de mieux appréhender les évolutions qui traversent la profession.

Au-delà de la photographie qu'il dresse du journalisme environnemental en Afrique, ce rapport poursuit un double objectif : mieux comprendre les réalités professionnelles

auxquelles sont confrontés les journalistes et identifier les principaux défis auxquels ils devront faire face dans les années à venir. Les enseignements qui en sont tirés ont également vocation à alimenter la réflexion des organisations, institutions et partenaires engagés dans le renforcement des médias sur le continent.



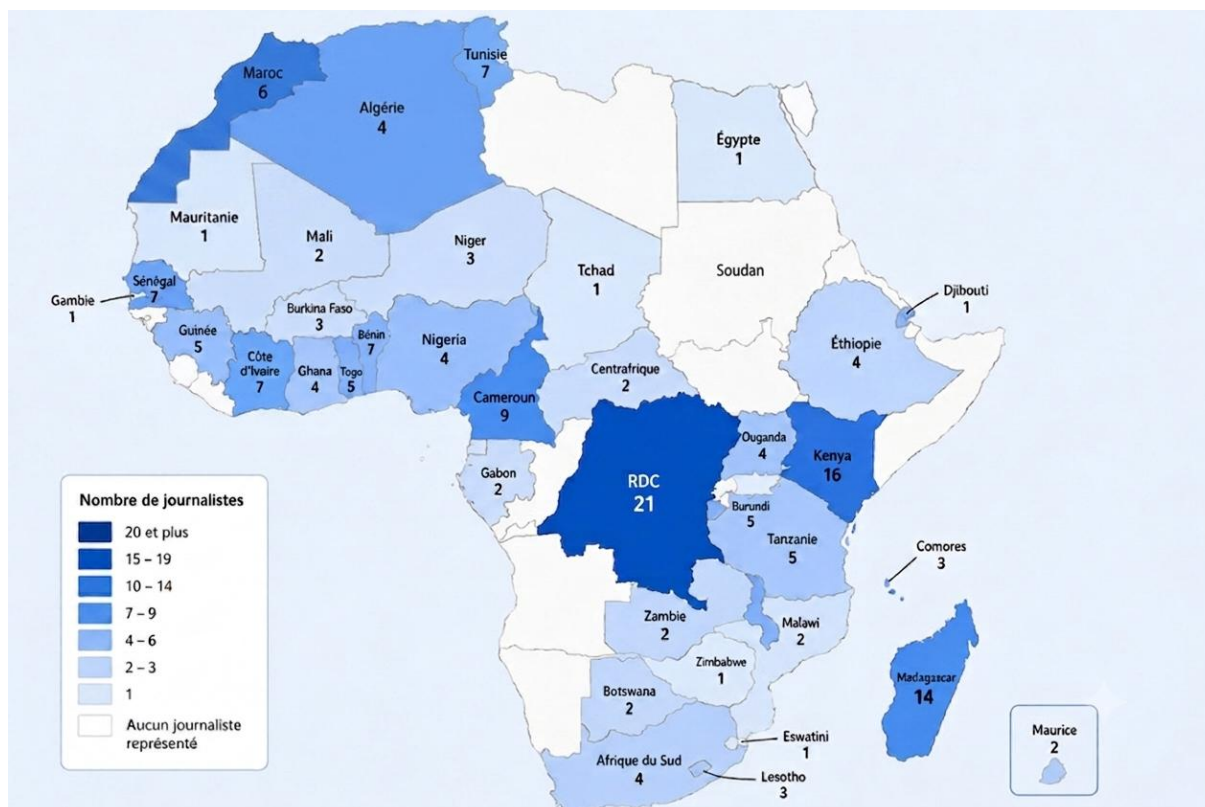
Qui sont les journalistes qui travaillent sur le développement durable ?

Avant d'analyser les résultats de l'enquête, il est utile de présenter le profil des journalistes qui y ont participé. Leur diversité géographique, professionnelle et éditoriale constitue l'un des principaux atouts de cette étude et permet de mieux situer les enseignements qui seront présentés dans les pages suivantes.

Au total, 171 journalistes issus de 37 pays africains ont répondu à cette deuxième édition de l'enquête. Afin de garantir la liberté d'expression des participants, l'ensemble des réponses a été recueilli de manière anonyme.

Une enquête couvrant une large partie du continent africain

L'enquête a permis de recueillir des réponses provenant de journalistes exerçant dans toutes les régions du continent. Cette diversité géographique offre une vision particulièrement riche des réalités du journalisme environnemental en Afrique, même si certains pays sont naturellement davantage représentés que d'autres en raison de la composition actuelle du réseau.



Cette répartition témoigne de la capacité d’Africa 21 à mobiliser des journalistes issus de contextes politiques, économiques et médiatiques très variés. Elle constitue l’un des points forts de cette enquête et contribue à la richesse des analyses présentées dans ce rapport.

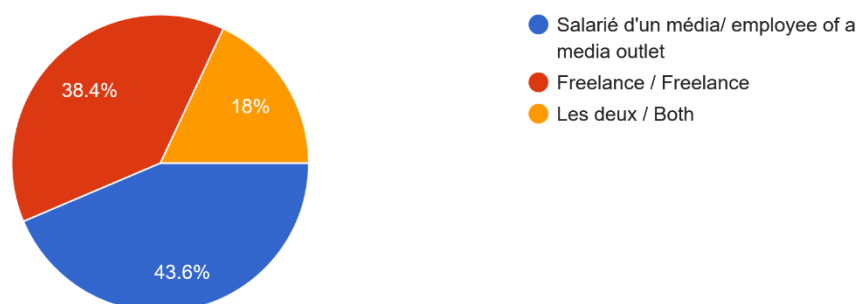
Par régions cela représente :

- Afrique du Nord : 19 personnes ;
- Afrique de l’Ouest : 48 personnes ;
- Afrique Centrale : 35 personnes ;
- Afrique de l’Est : 54 personnes ;
- Afrique Australe : 15 personnes.

65 femmes, soit 38 % de l’effectif, ont participé à l’enquête pour 106 hommes (62 % de l’effectif).

Statut professionnel des répondants

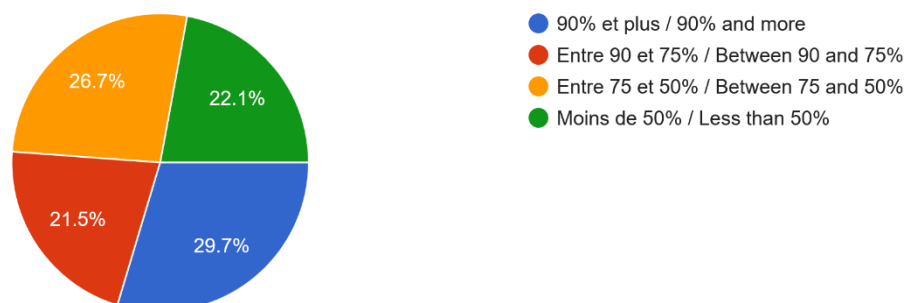
Les journalistes ayant participé à l’enquête exercent leur métier sous des statuts professionnels variés, reflétant la diversité des modèles d’exercice du journalisme en Afrique.



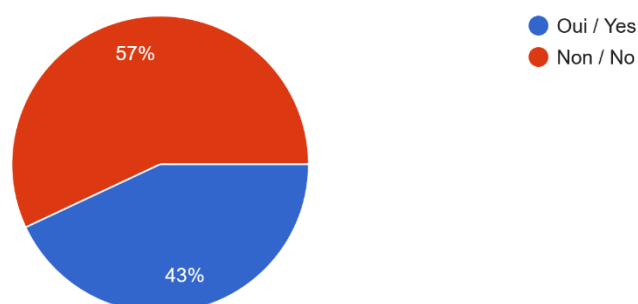
Pour rappel, un journaliste indépendant (ou freelance) exerce son activité à son compte. Il peut collaborer avec plusieurs médias et définir, avec chacun d'eux, les modalités de ses missions et de sa rémunération.

À l'inverse, un journaliste salarié est employé par un média, tout en pouvant, lorsque son contrat le permet, réaliser des collaborations ponctuelles pour d'autres rédactions. Ces activités complémentaires constituent souvent un moyen de diversifier ses revenus, mais aussi d'élargir son expérience professionnelle et sa visibilité.

Les situations sont particulièrement diverses chez les journalistes travaillant pour plusieurs employeurs. À la question : « Quelle part représente votre employeur principal dans votre volume de travail ? », 51,2 % des répondants indiquent que celui-ci représente au moins 75 % de leur temps de travail. Ce résultat montre que, même lorsqu'ils collaborent avec plusieurs médias, la majorité conserve un employeur ou un client principal.



Un autre enseignement marquant de l'enquête concerne l'exercice d'une activité professionnelle complémentaire. Près de 43 % des journalistes interrogés déclarent exercer une autre profession, un niveau particulièrement élevé.



Ce choix peut être volontaire, notamment lorsqu'il s'agit d'activités jugées complémentaires au métier de journaliste, comme l'enseignement, la formation ou le conseil en communication. Pour d'autres, il répond avant tout à des contraintes économiques et constitue un moyen de compléter des revenus parfois insuffisants.

Parmi les 88 journalistes ayant précisé la nature de cette seconde activité, les réponses font apparaître une grande diversité de situations. Les activités les plus fréquemment citées concernent l'enseignement et la formation, la modération ou l'animation d'événements, les prestations directement liées au journalisme (photographie, vidéo, production de contenus), ainsi que des missions de communication pour des organisations. D'autres répondants évoquent également des activités dans l'agriculture et l'élevage, la restauration, le commerce, les métiers du bien-être ou encore des responsabilités associatives exercées à titre professionnel.

Des journalistes présents sur l'ensemble des supports médiatiques

L'enquête reflète également une grande diversité de médias. Tous les principaux supports sont représentés parmi les répondants :

- 36,6 % travaillent pour la presse écrite ;
- 34,9 % pour une radio ;
- 10,5 % pour une agence de presse ;
- 42,4 % pour un site d'information en ligne ;
- 12,2 % pour une chaîne YouTube ou un podcast.

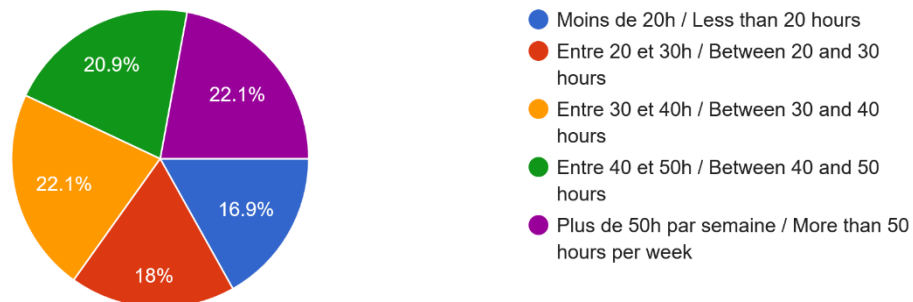
Ces catégories ne sont pas exclusives. De nombreux journalistes exercent simultanément sur plusieurs supports, par exemple en combinant presse écrite et médias numériques, radio et podcast, ou encore photographie, vidéo et production de contenus en ligne. Cette polyvalence illustre l'évolution des pratiques journalistiques et l'adaptation des professionnels aux nouveaux usages de l'information.

Les conditions de travail

Au-delà de leur profil, les journalistes ont été interrogés sur plusieurs aspects de leurs conditions de travail. L'enquête s'est notamment intéressée à leur temps de travail, à leur engagement au sein d'organisations professionnelles ou associatives, ainsi qu'à leur implication dans des structures de défense des journalistes et de l'environnement. Ces éléments permettent de mieux comprendre le contexte dans lequel ils exercent leur métier.

Temps de travail

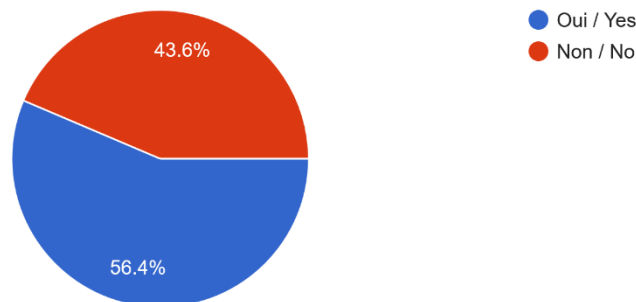
Les répondants ont été invités à estimer leur temps de travail hebdomadaire moyen.



Ce premier indicateur apporte un éclairage sur la charge de travail des journalistes interrogés. Il permet également de mieux interpréter certaines réponses formulées dans la suite de l'enquête, notamment celles relatives à la polyvalence des métiers, au cumul d'activités professionnelles et à l'utilisation des outils numériques.

Appartenance à un syndicat de journalistes

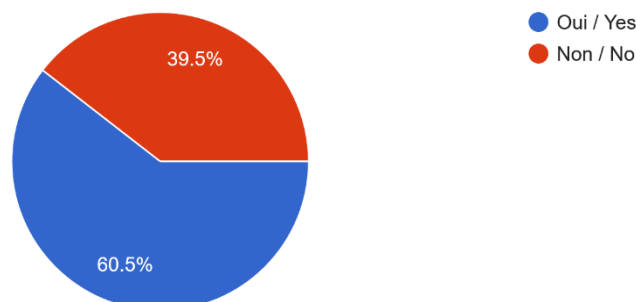
L'enquête s'est également intéressée au niveau d'engagement des journalistes au sein d'un syndicat professionnel.



L'appartenance à une organisation syndicale constitue un indicateur intéressant du degré de structuration de la profession. Elle peut également faciliter l'accès à des actions de formation, à une assistance juridique ou à des dispositifs de défense des droits des journalistes.

Appartenance à une organisation de défense des droits des journalistes

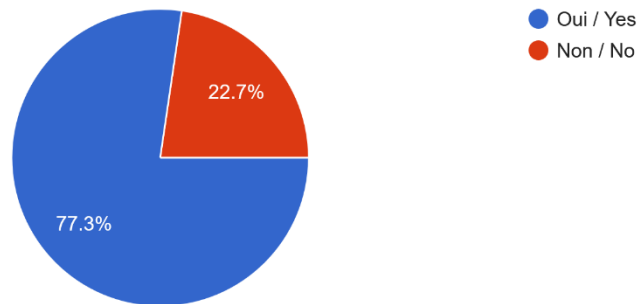
Les journalistes ont également été interrogés sur leur participation à une organisation dédiée à la défense de la liberté de la presse et des droits des journalistes.



Ces organisations jouent un rôle important dans l'accompagnement des professionnels confrontés à des pressions, des menaces ou des atteintes à leur liberté d'exercer leur métier. Les résultats permettent d'apprécier dans quelle mesure les répondants sont intégrés à ces réseaux de soutien.

Engagement en faveur de l'environnement

Enfin, l'enquête a cherché à savoir si les journalistes étaient membres d'une association de défense de l'environnement ou de promotion du développement durable.



Cet indicateur apporte un éclairage complémentaire sur le profil des répondants. Il permet notamment de distinguer les journalistes qui couvrent ces thématiques dans le cadre de leur activité professionnelle de ceux qui sont également engagés, à titre personnel, dans des organisations œuvrant en faveur de l'environnement ou du développement durable.



Situation économique des journalistes

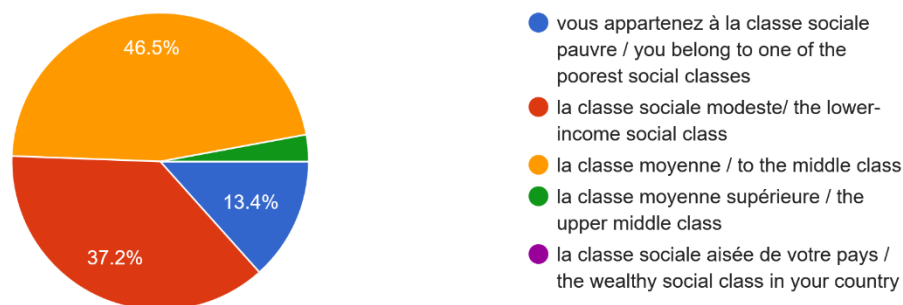
Une profession confrontée à une forte fragilité économique

Les réponses recueillies mettent en évidence une réalité largement partagée : de nombreux journalistes exercent leur métier dans un contexte de fragilité économique. Celle-ci se traduit à la fois par des revenus jugés insuffisants, des moyens matériels limités pour exercer leur profession et les difficultés financières rencontrées par les médias qui les emploient ou avec lesquels ils collaborent.

Les résultats présentés dans cette partie permettent de mieux comprendre les principaux facteurs qui influencent aujourd'hui les conditions économiques d'exercice du journalisme en Afrique.

Une majorité de journalistes se considère en situation de précarité

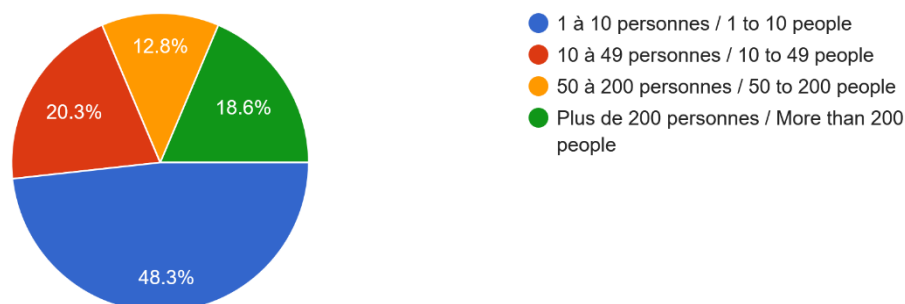
Les répondants ont été invités à évaluer leur propre situation économique.



Les résultats montrent qu'une part importante des journalistes interrogés se considère en situation de précarité ou de fragilité économique, confirmant les difficultés régulièrement évoquées dans les témoignages recueillis tout au long de cette enquête.

Des journalistes exerçant souvent dans des structures de petite taille

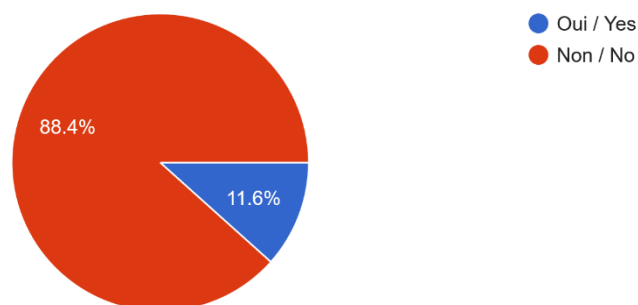
Une large majorité des répondants travaille comme journaliste indépendant (freelance) ou au sein d'un média de petite taille.



Cette caractéristique est importante, car les petites structures disposent généralement de ressources financières plus limitées et sont davantage exposées aux fluctuations du marché publicitaire, aux difficultés d'accès aux financements et aux crises économiques.

Des moyens souvent insuffisants pour exercer le métier

Les journalistes ont également été interrogés sur les moyens dont ils disposent pour exercer correctement leur activité professionnelle (équipements, déplacements, accès au terrain, etc.).

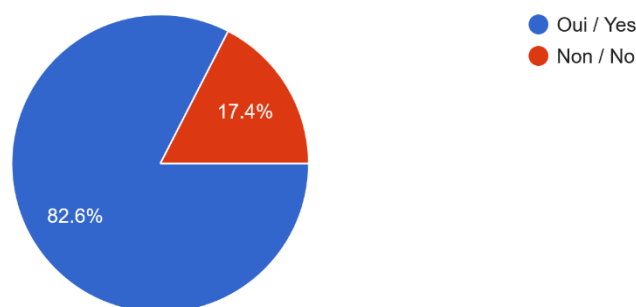


Une très large majorité estime ne pas disposer des ressources nécessaires pour exercer son métier dans de bonnes conditions. Cette situation limite la capacité des journalistes à couvrir

certaines sujets, notamment ceux nécessitant des déplacements, des investigations de longue durée ou l'utilisation d'équipements spécialisés.

Des médias eux-mêmes fragilisés

Les difficultés économiques ne concernent pas uniquement les journalistes. Elles affectent également les entreprises de presse.



Une très grande majorité des répondants indique que son média a connu des difficultés financières au cours des trois dernières années ou estime que sa rémunération demeure insuffisante. Ces deux réalités sont étroitement liées : la fragilité économique des entreprises de presse se répercute directement sur les conditions d'exercice du métier.

Afin de mieux comprendre ces difficultés, les journalistes étaient invités à expliquer les principaux facteurs ayant affecté leur média. Les 140 réponses recueillies font apparaître huit causes principales.

1. L'effondrement ou l'insuffisance des revenus publicitaires

Il s'agit, de loin, de la difficulté la plus fréquemment évoquée. Les journalistes décrivent un marché publicitaire en profonde mutation, marqué par le recul des annonceurs traditionnels, leur déplacement vers les plateformes numériques, la raréfaction des contrats publicitaires et des retards de paiement de plus en plus fréquents. Plusieurs répondants dénoncent également une répartition jugée inéquitable des revenus publicitaires.

Quelques témoignages illustrent cette réalité :

« Les médias ne vivent plus de la publicité. Il est donc difficile de travailler sur les sujets importants. »

« Absences de rentrées publicitaires, très important déficit dans la vente des journaux et des revues. »

« Difficultés en raison du recul de la publicité traditionnelle. »

2. La diminution des financements et le retrait des bailleurs

De nombreux médias indépendants dépendent encore de partenaires techniques et financiers. Les répondants soulignent la diminution des financements internationaux, la

fermeture de plusieurs programmes de soutien, le retrait de certains bailleurs et la difficulté à identifier de nouveaux partenaires capables d'accompagner durablement leurs projets.

Quelques témoignages illustrent cette situation :

« La principale difficulté provenait de la perte de financements clés. Nous avons un projet financé par l'USAID, mais après l'annonce du Président Donald Trump concernant la restriction/bannissement de l'USAID, ce financement a été interrompu. »

« Le retrait de plusieurs donateurs et la guerre. »

« Nous sommes un média indépendant et autofinancé. Les difficultés proviennent principalement de l'absence de partenariats rémunérés et de partenaires financiers intéressés à investir dans nos projets. »

3. La faiblesse des revenus et la précarité des journalistes

Les répondants évoquent également des rémunérations insuffisantes, des retards de paiement, des piges peu valorisées, l'absence de primes et, pour les journalistes indépendants, une forte irrégularité des revenus. Ces difficultés contribuent à fragiliser durablement les conditions d'exercice de la profession.

« Revenus irréguliers, les paiements retardés (...), les tarifs sont très bas par rapport aux activités à mener. »

« Salaire insuffisant par rapport au travail fourni. Cherté de la vie au pays. nos revenus sont généralement faibles. »

« En tant que journaliste freelance, je pense que le principal problème est que les clients veulent un travail de qualité tout en payant très peu. »

4. L'inflation et la hausse des coûts de production

Les journalistes mentionnent régulièrement l'augmentation du coût de la vie, la hausse des coûts de production, des services, du carburant, de l'électricité ou encore des taxes. Dans plusieurs pays, ces difficultés s'inscrivent dans un contexte économique déjà fortement dégradé.

Témoignages représentatifs :

« L'inflation et l'augmentation des coûts de production et de distribution ont mis à rude épreuve les ressources disponibles. »

« Effondrement économique au Kenya. »

« Faibles revenus publicitaires et coûts élevés des services publics, du carburant, de l'électricité et des taxes. »

5. Les conflits armés, l'instabilité politique et l'insécurité

Dans plusieurs pays, notamment en République démocratique du Congo, au Sahel et dans d'autres régions en crise, les conflits armés aggravent considérablement la situation économique des médias. Les répondants évoquent le départ de partenaires financiers, la fermeture de banques, les difficultés de déplacement ou encore l'impossibilité de maintenir certaines activités.

Témoignages représentatifs :

« La guerre est un facteur aussi. Tous les partenaires ont quitté la région. »

« À Bukavu (...) les banques restent fermées jusqu'à présent (...) Cette situation financière met en difficulté les journalistes et leurs familles. »

« Conflits armés et crise humanitaire. »

6. Le coût des équipements et le manque de moyens techniques

De nombreux journalistes soulignent le coût élevé du matériel audiovisuel, des abonnements internet, des déplacements ou encore de l'impression. Le manque d'équipements modernes limite leur capacité à produire des contenus de qualité et à couvrir certains événements.

Témoignages représentatifs :

« Hébergement de site web, frais de connexion internet, difficultés à avoir des partenariats. »

« Manque de matériels audiovisuels pour réaliser des productions de qualité. »

« Zone de couverture faible à cause du matériel vétuste, peu de partenaires et pas de budget de fonctionnement. »

7. Des difficultés de gestion interne

Quelques répondants évoquent enfin des problèmes de gouvernance ou de gestion au sein de leur média. Bien que moins fréquemment citée, cette problématique est identifiée comme un facteur supplémentaire de fragilisation économique.

Témoignages représentatifs :

« Mauvaise gestion des managers du journal. »

« Mauvaise gestion de l'administration. »

« Mauvaise gestion des recettes par le Directeur. »

8. Les conséquences durables de la pandémie de COVID-19

Plusieurs journalistes considèrent que les effets économiques de la pandémie continuent de peser sur leur activité. Ils évoquent notamment une baisse durable des revenus publicitaires, des suppressions d'emplois et un ralentissement prolongé de l'activité des médias.

Témoignages représentatifs :

« *COVID-19.* »

« *La faiblesse des revenus publicitaires et l'impact de la pandémie de COVID-19 ont fortement ralenti les activités.* »

« *J'ai perdu mon emploi dans une entreprise de médias pendant la pandémie de COVID-19.* »

Une mutation profonde du modèle économique des médias

Pris dans leur ensemble, ces témoignages montrent que les difficultés économiques rencontrées par les journalistes s'inscrivent dans un contexte plus large de transformation du secteur des médias. À la baisse des revenus publicitaires s'ajoutent le recul de certains financements internationaux, l'augmentation des coûts de production, les conséquences des crises économiques ou sécuritaires et, dans certains pays, les effets encore perceptibles de la pandémie de COVID-19.

Ces différents facteurs se cumulent et fragilisent durablement l'exercice du métier, en particulier au sein des médias indépendants et des petites rédactions. Ils expliquent en grande partie les difficultés exprimées par les journalistes tout au long de cette enquête et constituent l'un des principaux défis auxquels le secteur devra faire face dans les années à venir.



Des journalistes force de proposition pour renforcer la viabilité économique des médias

Au-delà du constat des difficultés économiques, les journalistes interrogés ont été invités à formuler leurs propositions pour améliorer la situation des médias africains. Les réponses recueillies témoignent d'une réflexion particulièrement riche et convergent vers une idée centrale : la pérennité des médias passe par une transformation profonde de leur modèle économique.

Les répondants dressent un constat largement partagé. Selon eux, le secteur reste marqué par une dépendance excessive aux revenus publicitaires, une insuffisance de financements durables et une augmentation continue des coûts d'exploitation. Dans ce contexte, ils estiment que la résilience des médias reposera sur une combinaison de plusieurs leviers : la diversification des sources de revenus, le renforcement de la gouvernance des entreprises de presse, l'accélération de la transition numérique et un soutien plus important des pouvoirs publics, des partenaires internationaux et du secteur privé.

Les principales propositions formulées peuvent être regroupées autour de six axes.

1. Diversifier les modèles économiques

La priorité la plus fréquemment évoquée consiste à réduire la dépendance des médias aux recettes publicitaires. Les journalistes proposent de développer de nouvelles sources de financement, notamment par le biais d'abonnements numériques, de systèmes de dons ou de financement participatif (*crowdfunding*), de contenus sponsorisés clairement identifiés ou encore de partenariats éditoriaux.

Ils recommandent également de mieux valoriser les contenus numériques, de développer de nouveaux formats (podcasts, vidéos, newsletters spécialisées) et de diversifier les activités des médias en proposant des prestations de production audiovisuelle, de formation ou de conseil.

2. Renforcer le soutien public et institutionnel

Les répondants appellent à une évolution des politiques publiques en faveur des médias. Ils souhaitent des mécanismes d'aide à la presse plus transparents, plus équitables et mieux adaptés aux besoins des médias indépendants.

Plusieurs propositions reviennent régulièrement : création de fonds de soutien, dispositifs fiscaux incitatifs, accès facilité à la publicité institutionnelle et amélioration du cadre réglementaire afin de garantir une concurrence plus équilibrée entre les différents acteurs du secteur.

3. Développer les partenariats et les financements externes

Les journalistes soulignent également l'importance de renforcer les collaborations avec les organisations internationales, les fondations, les ONG, les universités et le secteur privé.

Ces partenariats pourraient prendre différentes formes : financement de projets éditoriaux, bourses de reportage, coproductions, commandes de contenus ou accompagnement technique, en particulier sur des sujets d'intérêt général tels que l'environnement, le développement durable ou les droits humains.

4. Accélérer la transition numérique

La transformation numérique apparaît comme un levier essentiel pour assurer la pérennité économique des médias.

Les répondants insistent sur la nécessité d'investir dans les outils numériques, de renforcer la présence des médias sur les plateformes digitales, de mieux monétiser les contenus en ligne et d'adapter les productions aux nouveaux usages de consommation de l'information.

5. Professionnaliser la gestion des entreprises de presse

Au-delà des compétences journalistiques, de nombreux répondants estiment que les médias doivent renforcer leurs capacités en matière de gestion, de stratégie et de développement.

Ils préconisent notamment de développer les compétences des responsables de médias dans les domaines du management, du marketing, de l'entrepreneuriat, de la planification

financière et de la gouvernance. L'élaboration de modèles économiques plus solides est considérée comme une condition essentielle de la pérennité des entreprises de presse.

6. Améliorer les conditions d'exercice du métier

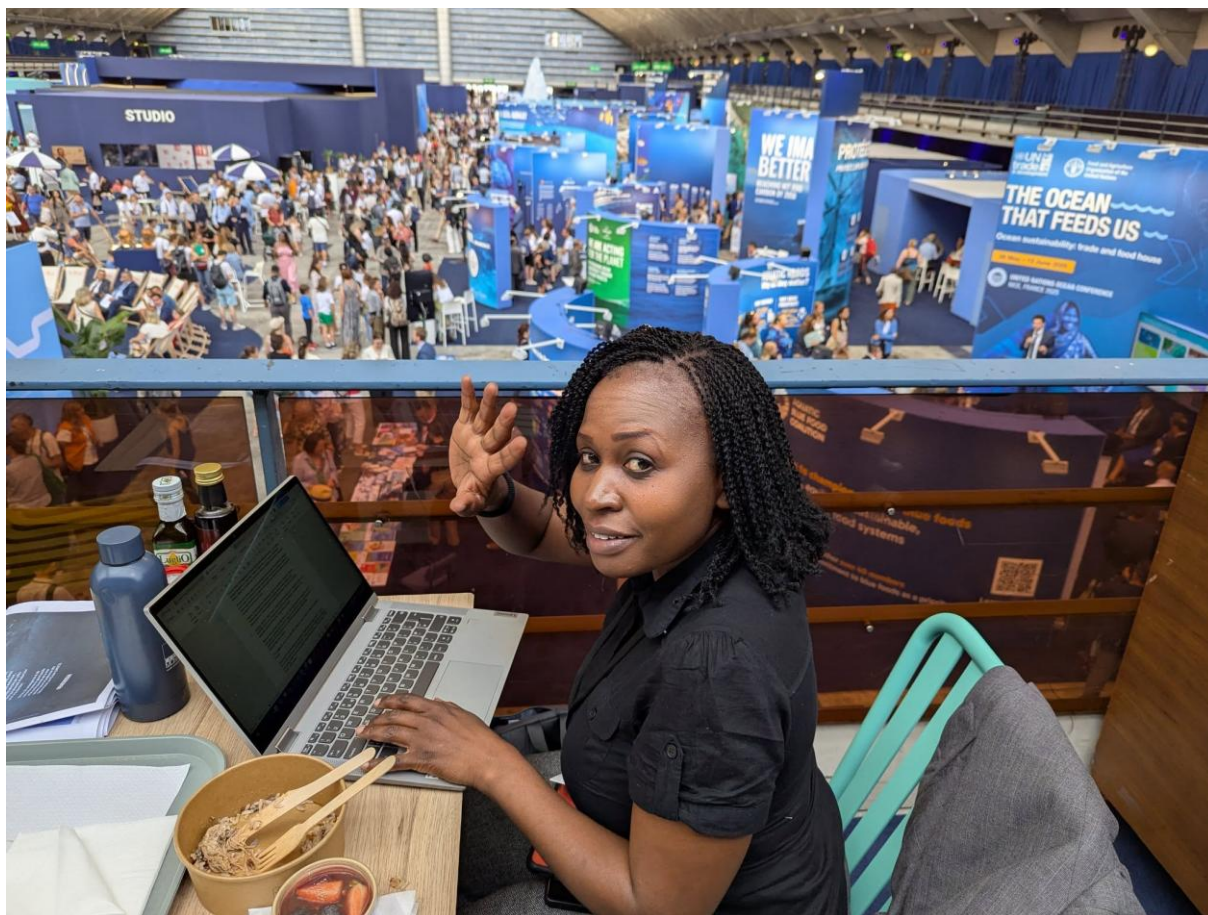
Enfin, les journalistes rappellent que la solidité économique des médias passe également par une amélioration des conditions de travail. Ils évoquent la nécessité d'une rémunération plus juste, d'un meilleur accès aux équipements professionnels et d'une plus grande stabilité de l'emploi.

Ils soulignent également l'importance de renforcer la liberté de la presse et de mieux reconnaître le rôle des médias dans le fonctionnement démocratique et le développement des sociétés africaines.

Une vision globale de la transformation du secteur

Au-delà de la diversité des propositions formulées, un message commun se dégage : les journalistes ne se limitent pas à dresser le constat des difficultés auxquelles ils sont confrontés. Ils proposent une vision cohérente de l'avenir des médias africains, fondée sur des modèles économiques plus diversifiés, une meilleure gouvernance, une transition numérique maîtrisée et un environnement institutionnel plus favorable.

Ces propositions montrent que les défis auxquels fait face le secteur ne relèvent pas uniquement du financement. Ils interrogent également les modes d'organisation des entreprises de presse, leur capacité d'innovation et la place que les pouvoirs publics, les partenaires techniques et financiers ainsi que le secteur privé souhaitent accorder aux médias dans les années à venir.



Des journalistes qui proposent également des solutions pour améliorer leur propre situation professionnelle

Les journalistes ont également été invités à identifier les mesures qui leur permettraient d'améliorer leur propre situation économique et professionnelle. Leurs réponses mettent en évidence une précarité persistante, marquée par des rémunérations jugées insuffisantes, une protection sociale souvent inexistante, des contrats de travail précaires et des perspectives d'évolution limitées.

Au-delà de la seule question salariale, les répondants plaident pour une approche globale, associant une meilleure reconnaissance du métier, le renforcement des droits sociaux, le développement des compétences, un meilleur accès aux financements et un environnement plus favorable à l'exercice du journalisme.

Les principales propositions peuvent être regroupées autour de six axes.

1. Revaloriser les salaires et améliorer les conditions de travail

L'amélioration de la rémunération constitue, de loin, la revendication la plus fréquemment exprimée. De nombreux journalistes estiment que leurs revenus ne leur permettent plus de faire face au coût de la vie ni d'exercer leur métier dans des conditions satisfaisantes.

Ils appellent à une meilleure application des conventions collectives, à la mise en place de grilles salariales plus transparentes et à une rémunération davantage fondée sur les compétences, l'expérience et les responsabilités exercées. Les répondants insistent également sur la nécessité de garantir des conditions de travail plus stables et de lutter contre les licenciements abusifs.

Citations représentatives :

« Les médias burundais disposent de moyens financiers très limités ; les journalistes perçoivent des salaires dérisoires. Comme solution, revoir à la hausse les salaires pour faire face à l'inflation galopante. »

« Il faut selon moi que les employeurs soient transparents et rémunèrent les journalistes selon leurs compétences. »

« Un journaliste devrait être rémunéré équitablement, percevoir un bon salaire et le recevoir à temps. »

2. Mieux protéger les journalistes et sécuriser leur statut professionnel

Les répondants considèrent que les difficultés économiques sont aggravées par la faiblesse de la protection sociale et l'absence fréquente de contrats de travail formels.

Ils plaident pour une meilleure application du droit du travail, un accès effectif aux dispositifs de protection sociale (assurance maladie, retraite, chômage) ainsi qu'une reconnaissance institutionnelle plus forte du métier de journaliste.

Citations représentatives :

« Mettre en place un statut professionnel clair du journaliste (contrats stables, respect du droit du travail). Renforcer l'accès à la protection sociale : couverture santé, assurance chômage, retraite. »

« Beaucoup de journalistes exercent encore sans couverture sociale ni sécurité d'emploi. »

« Changer les lois, et exiger aux structures privées de bien payer les journalistes tout en préservant leurs droits. »

3. Renforcer les compétences et favoriser la professionnalisation

La formation apparaît comme un levier essentiel pour améliorer durablement les perspectives professionnelles des journalistes.

Les répondants souhaitent développer leurs compétences dans des domaines tels que le journalisme numérique, le datajournalisme, le multimédia, mais également la gestion de projets, la recherche de financements et l'entrepreneuriat médiatique. Pour beaucoup, ces compétences constituent désormais un facteur déterminant d'employabilité.

Citations représentatives :

« Renforcer la formation continue pour permettre aux journalistes de diversifier leurs compétences (digital, data, multimédia) et accroître leur employabilité. »

« Les former à la recherche de subventions pour qu'ils améliorent leurs compétences et puissent les vendre à d'autres médias. »

« La formation continue est aussi un levier important pour renforcer les compétences et l'employabilité des journalistes dans un paysage médiatique en mutation. »

4. Développer des mécanismes de soutien directement destinés aux journalistes

De nombreux répondants souhaitent la création de dispositifs spécifiquement destinés aux journalistes, en particulier aux indépendants et aux jeunes professionnels.

Ils proposent notamment la mise en place de fonds de soutien, de bourses de reportage, de subventions de production ou encore de programmes internationaux permettant de financer des enquêtes et des reportages sur des sujets d'intérêt public.

Citations représentatives :

« L'État devrait mettre en place un fonds de soutien spécifique destiné non seulement aux médias, mais aussi directement aux journalistes. »

« La mise en place d'un fonds international indépendant de soutien aux médias qui s'illustrent sur les thématiques moins traitées. »

« Pour améliorer la situation, ce sont les bourses de production au profit des journalistes. »

5. Encourager l'entrepreneuriat journalistique et la diversification des revenus

Les journalistes estiment également qu'ils doivent pouvoir développer des activités complémentaires et construire des modèles économiques moins dépendants des revenus traditionnels de la presse.

Ils évoquent notamment la création de coopératives de journalistes, le développement de médias indépendants, la production de contenus pour différents partenaires ainsi qu'une meilleure valorisation économique des contenus numériques.

Citations représentatives :

« Encourager la création de coopératives ou d'entreprises de presse portées par les journalistes eux-mêmes. »

« À Madagascar, la faible rémunération des journalistes est un enjeu central. Il faut favoriser l'accès à des missions mieux valorisées, encourager la création de contenus monétisables et renforcer les compétences en entrepreneuriat éditorial. »

« Autonomiser les journalistes et leur permettre d'avoir une activité complémentaire. »

6. Renforcer les réseaux professionnels et la reconnaissance du métier

Enfin, plusieurs répondants soulignent que l'amélioration de leur situation économique dépend aussi de la reconnaissance accordée au journalisme dans la société.

Ils appellent au renforcement des syndicats et des associations professionnelles, au développement des réseaux internationaux entre journalistes, à une meilleure protection de la liberté de la presse et à une valorisation accrue du rôle des médias dans le débat public.

Citations représentatives :

« Il faut des syndicats forts pour défendre les salaires des journalistes. »

« Offrir aux journalistes des formations et les mettre en contacts avec les autres professionnels de médias d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie pour développer leur plein potentiel. »

« Valorisation du métier du journaliste. »

Une vision globale de la profession

Les propositions formulées montrent que les journalistes ne réduisent pas leurs difficultés à la seule question des revenus. Elles traduisent une réflexion plus large sur les conditions d'exercice du métier, la reconnaissance de leur rôle dans la société et les transformations nécessaires pour rendre la profession plus attractive et plus durable.

L'ensemble de ces recommandations souligne que l'amélioration de la situation économique des journalistes passe à la fois par une évolution des modèles économiques des médias, par une meilleure protection des professionnels et par un investissement accru dans les compétences et l'innovation. Les répondants défendent ainsi une vision du journalisme comme une profession qui doit être mieux reconnue, mieux protégée et davantage soutenue afin de pouvoir pleinement remplir sa mission d'information.



Le droit d'exercer le métier de journaliste en Afrique

Avant de présenter les résultats de l'enquête consacrés aux droits des journalistes, il est utile de rappeler le cadre juridique et les principaux éléments qui encadrent l'exercice de la profession. Ceux-ci sont reconnus par plusieurs instruments internationaux et régionaux qui consacrent le rôle essentiel des journalistes dans les sociétés démocratiques et la protection de la liberté de la presse.

Les principaux droits reconnus aux journalistes

Même s'il n'existe pas de traité international unique consacré aux journalistes, plusieurs textes fondamentaux garantissent les droits nécessaires à l'exercice de leur profession. Il est important à ce stade de rappeler les bases avant de parler des manquements à ces droits.

Ils reconnaissent notamment :

- **La liberté d'expression et d'information**, c'est-à-dire le droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations sans ingérence, consacré notamment par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel tous les États africains, à l'exception de l'Érythrée, sont parties prenantes ;

- **Le droit d'exercer son activité en toute sécurité**, sans intimidation, menace ni violence;
- **La protection des sources journalistiques**, élément essentiel de la liberté de la presse;
- **Le droit d'accès à l'information publique**, sous réserve des limitations prévues par la loi, telles que la protection de la sécurité nationale ou de la vie privée ;
- **La protection des journalistes en période de conflit armé**, garantie notamment par le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève ;
- **Les droits liés au travail**, notamment la liberté syndicale, le droit à des conditions de travail sûres, la protection contre les discriminations et le droit à une rémunération équitable, consacrés par les conventions de l'Organisation internationale du Travail ;
- **L'indépendance éditoriale**, indispensable pour préserver le pluralisme des médias et protéger les journalistes des pressions politiques, économiques ou commerciales.

En contrepartie de ces droits, les journalistes sont également tenus de respecter les principes déontologiques de la profession, notamment la recherche de l'exactitude, la vérification des faits, l'indépendance, l'équité et le respect de la dignité des personnes.

Un cadre juridique africain relativement complet

Sur le continent africain, plusieurs textes complètent ce dispositif international.

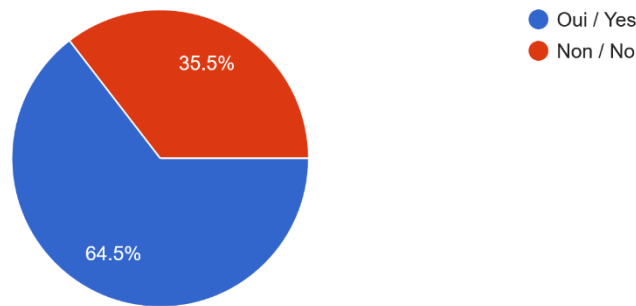
La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples garantit, dans son article 9, le droit de recevoir des informations ainsi que le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le respect de la loi.

La Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique, adoptée en 2019 par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, précise les obligations des États en matière de protection des journalistes. Elle rappelle notamment la nécessité de prévenir les violences et les intimidations, d'enquêter sur les attaques commises contre les professionnels des médias, de garantir l'indépendance des médias, de protéger la confidentialité des sources, de faciliter l'accès à l'information publique et de préserver la liberté de la presse dans l'environnement numérique.

Dans son ensemble, le cadre juridique africain apparaît donc relativement complet sur le plan des principes. En revanche, sa mise en œuvre demeure très inégale selon les pays, ce qui explique en partie les difficultés exprimées par les journalistes dans les pages qui suivent.

État des droits et de la liberté d'exercer le journalisme en 2025

Les résultats de l'enquête montrent que les difficultés rencontrées par les journalistes ne se limitent pas aux seules contraintes économiques. Plus de 60 % des répondants déclarent avoir été confrontés, au cours des trois dernières années, à au moins une violation de leurs droits dans l'exercice de leur profession.



Les témoignages recueillis décrivent un environnement professionnel marqué par des atteintes récurrentes à la liberté de la presse, des violences physiques, des arrestations arbitraires, des restrictions d'accès à l'information ainsi que des pressions politiques, économiques ou administratives. Dans plusieurs pays, les journalistes exercent dans des contextes de conflit armé, de tensions politiques ou de rétrécissement de l'espace civique, où informer peut exposer à des risques personnels importants.

Au-delà des menaces directes, les répondants dénoncent également la précarité de leurs conditions de travail, les atteintes à leurs droits sociaux ainsi que des formes plus insidieuses de censure qui limitent leur capacité à remplir leur mission d'information.

Les situations décrites peuvent être regroupées autour de six grandes catégories.

1. Violences physiques, arrestations et intimidations

Les violences constituent la catégorie de violations la plus fréquemment évoquée. Les répondants rapportent des agressions physiques, des arrestations arbitraires, des détentions sans procédure judiciaire, des enlèvements, des actes de torture ainsi que plusieurs assassinats de journalistes. Ces faits surviennent principalement lors de la couverture de manifestations, de conflits armés ou d'enquêtes portant sur des sujets sensibles, bien au-delà des seules thématiques environnementales.

Quelques témoignages illustrent cette réalité :

« J'ai subi des tortures physiques et morales dans le cadre de mon travail, ce qui a profondément affecté ma sécurité et ma liberté d'exercer. »

« Des confrères couvraient une marche pacifique d'un parti de l'opposition et ils ont fini en prison et torturés, pourtant identifiables à travers leurs cartes de presse. »

« Des journalistes passés à tabac par des policiers lors de manifestations pour réclamer la justice sociale au Kenya. »

« Un journaliste a été kidnappé dans ma province (...) et un autre retrouvé mort. »

2. Restrictions de la liberté de la presse et censure

Les journalistes dénoncent également de nombreuses formes de censure, directes ou indirectes. Dans plusieurs pays, les autorités politiques, administratives ou militaires limitent

certaines sujets, suspendent des médias, ferment des rédactions ou exercent des pressions conduisant les journalistes à pratiquer l'autocensure.

Les témoignages mettent également en évidence des restrictions particulières dans les zones de conflit, où l'information est souvent étroitement contrôlée par les différents acteurs en présence.

« Nous sommes obligés de travailler selon la volonté du pouvoir actuel. »

« Censure des informations par les autorités. Nous avons une ligne rouge qu'on ne doit pas franchir. »

« Le Mali connaît une détérioration sans précédent de la liberté de la presse, marquée par des arrestations, des disparitions de journalistes et des restrictions institutionnelles sévères. »

« Mon pays vit sous un régime militaire qui a fermé les médias indépendants. Certains journalistes sont en exil, d'autres portés disparus. »

« Toute neutralité de journalistes n'est plus tolérée par les belligérants. »

3. Difficultés d'accès à l'information et aux sources officielles

L'accès à l'information demeure un obstacle majeur pour de nombreux journalistes. Plusieurs répondants expliquent être exclus de conférences de presse, privés d'accès aux sources officielles ou empêchés de couvrir certains événements, notamment lorsqu'ils travaillent pour des médias privés ou indépendants.

Ces difficultés limitent directement leur capacité à informer le public dans des conditions satisfaisantes et contribuent à renforcer les inégalités entre médias.

« Je continue de ne pas avoir accès aux sources officielles simplement parce que je travaille pour un média du secteur privé. »

« Un ministre refuse de donner des informations aux médias privés. »

« Les journalistes ne sont pas libres de s'exprimer (...) et ont d'énormes difficultés à accéder aux sources. »

4. Pressions politiques, judiciaires et administratives

Les journalistes décrivent également de multiples formes de pressions exercées par les autorités ou par des acteurs politiques afin d'influencer leur travail.

Les témoignages évoquent notamment des poursuites judiciaires, des convocations devant les services de renseignement, des injonctions visant à retirer certains contenus, des menaces de fermeture de médias ainsi que des pratiques de surveillance et de cyberharcèlement.

« J'ai été auditionné par l'instance du média pour un article publié et on m'a sommé de le supprimer. »

« Le Directeur du journal XXX a été détenu sans jugement pendant plusieurs mois pour un article publié. »

« Aujourd'hui, la principale source de violations réside dans la cybersécurité et le cyberharcèlement des journalistes.»

« Confiscation du matériel des journalistes ayant révélé des faits de corruption.»

5. Conditions de travail précaires et violations des droits sociaux

Au-delà des atteintes à la liberté de la presse, plusieurs répondants mettent en évidence des violations de leurs droits sociaux et professionnels.

Ils évoquent des salaires impayés, des licenciements abusifs, l'absence de protection sociale, des conditions matérielles insuffisantes et, plus largement, un non-respect du droit du travail qui fragilise encore davantage l'exercice de la profession.

« Des journalistes ont des arriérés de salaires non payés. »

« Des journalistes sans aucune sécurité sociale. »

« Mon employeur a décidé de me licencier sans rien me donner. »

« La promotrice ne payait pas des salaires consistants et exigeait un contrôle total des activités journalistiques. »

6. Conflits armés, insécurité et impossibilité d'exercer dans certaines zones

Les journalistes travaillant dans des contextes de conflit armé décrivent des contraintes particulièrement lourdes. Ils évoquent les menaces exercées par les groupes armés, les restrictions imposées par les autorités militaires, l'impossibilité d'accéder à certaines zones ou encore l'obligation de quitter leur région, voire leur pays, pour assurer leur sécurité.

Ces situations illustrent les risques auxquels demeurent confrontés de nombreux journalistes dans plusieurs régions du continent.

« J'ai été victime de mes reportages et analyses sur la guerre à l'Est du Congo jusqu'à fuir pour ma sécurité en traversant plusieurs pays africains. »

« En Casamance au Sénégal, il est quasi impossible d'exercer son travail dans certaines zones occupées par les rebelles. »

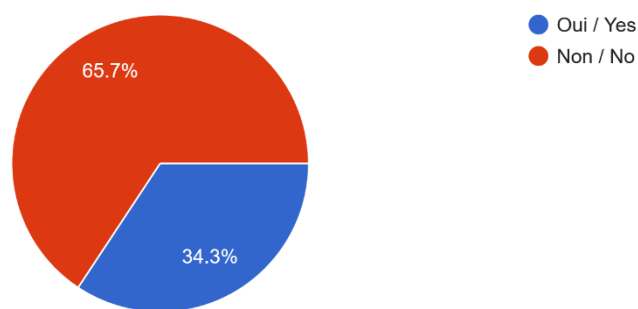
« Notre correspondant a été séquestré par les services de renseignement. »

« Nous faisons constamment l'objet de menaces. »

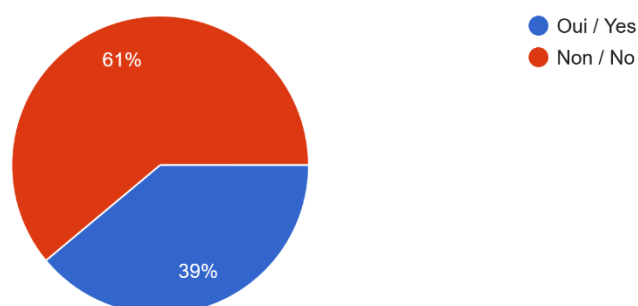
Des constats confirmés par les réponses quantitatives

Afin d'approfondir certains des phénomènes mis en évidence dans les témoignages, plusieurs questions spécifiques ont été posées aux journalistes.

Avez-vous été confronté à une situation de censure au cours des trois dernières années ?



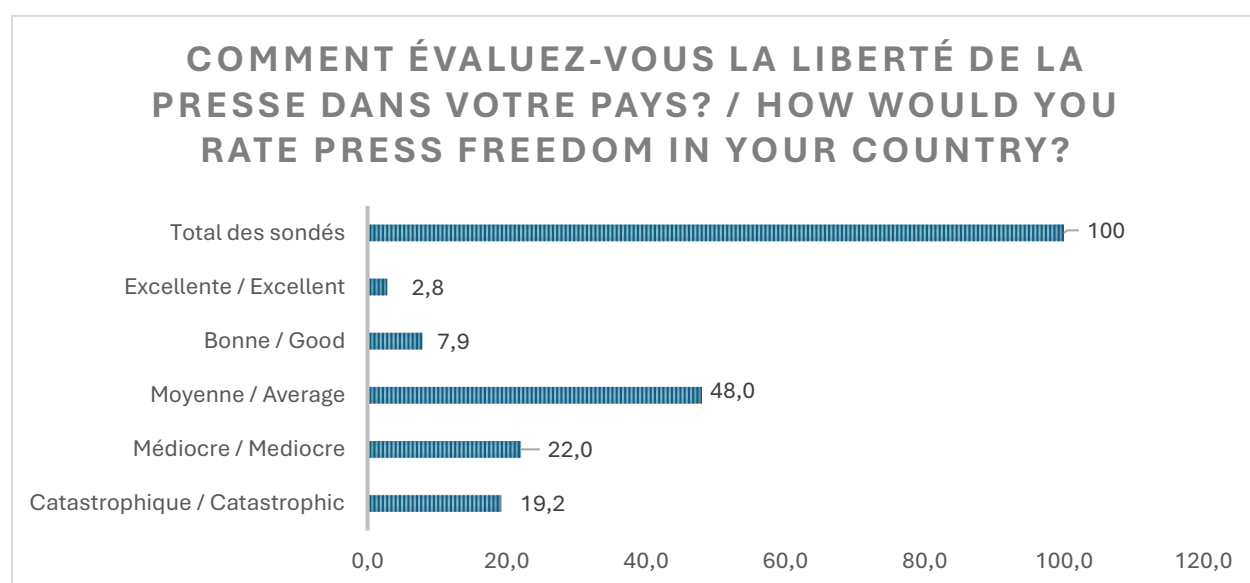
Avez-vous subi des intimidations ou des menaces physiques dans l'exercice de votre métier au cours des trois dernières années ?



Les réponses à ces questions permettent de compléter les témoignages recueillis en apportant une mesure quantitative de certaines formes de violations. Si tous les journalistes ne sont pas confrontés à ces situations, plus d'un tiers des répondants déclarent néanmoins avoir subi des actes de censure, des intimidations ou des menaces au cours des trois dernières années. Ce niveau demeure particulièrement préoccupant.

Une perception préoccupante de la liberté de la presse

Afin de conclure cette partie de l'enquête, les journalistes étaient invités à évaluer de manière globale l'état de la liberté de la presse dans leur pays.



Les résultats traduisent une perception largement préoccupante. Seuls 10,7 % des répondants estiment que la liberté de la presse est bonne à excellente, tandis que 41,2 % la jugent médiocre à catastrophique.

Cette appréciation est cohérente avec l'ensemble des constats formulés dans ce chapitre. Les difficultés décrites par les journalistes ne relèvent pas uniquement de situations isolées, mais témoignent d'un environnement professionnel souvent marqué par l'insécurité, les pressions et les restrictions à l'exercice du métier. Elles rappellent que, malgré l'existence d'un cadre juridique relativement protecteur dans de nombreux États africains, l'effectivité des droits demeure un défi majeur pour une partie importante de la profession.



Un métier en profonde évolution

Les tendances constatées par les journalistes

Au-delà de leur situation actuelle, les journalistes ont été invités à partager leur vision de l'évolution de leur métier au cours des cinq à vingt prochaines années. Leurs réponses dessinent le portrait d'une profession engagée dans une transformation profonde, portée par les mutations technologiques, l'évolution des usages de l'information et les changements économiques qui affectent le secteur des médias.

Malgré des contextes nationaux très différents, un large consensus se dégage. Les journalistes considèrent que les prochaines années seront principalement marquées par le développement de l'intelligence artificielle, la généralisation du numérique, l'essor des nouveaux formats de diffusion, la montée en puissance des réseaux sociaux et la nécessité de renforcer les compétences professionnelles. Ils anticipent également un environnement plus concurrentiel, où la crédibilité, la spécialisation et la capacité d'adaptation constitueront des atouts déterminants.

Les principales tendances identifiées peuvent être regroupées autour de huit grands axes.

1. L'intelligence artificielle : une transformation majeure de la profession

L'intelligence artificielle apparaît, de très loin, comme le principal facteur de transformation du journalisme au cours des prochaines années. Les répondants la perçoivent à la fois comme une opportunité importante et comme un défi majeur.

Ils estiment qu'elle facilitera l'automatisation de certaines tâches répétitives, l'analyse de grandes quantités de données, les enquêtes, les traductions, les transcriptions ou encore la vérification de l'information. Dans le même temps, ils alertent sur les risques qu'elle fait peser sur l'emploi, sur la prolifération des contenus trompeurs et sur la difficulté croissante à distinguer les contenus produits par des journalistes de ceux générés automatiquement.

Quelques témoignages illustrent cette perception :

« L'intelligence artificielle est appelée à améliorer et à transformer en profondeur la manière dont les journalistes travaillent. »

« L'intégration de l'intelligence artificielle dans les rédactions deviendra de plus en plus répandue. »

« Avec l'essor de l'IA, de la mésinformation et de la désinformation, les journalistes ne se contenteront plus d'écrire ou de diffuser des informations ; ils devront aussi vérifier, analyser, visualiser, sécuriser les contenus et interagir davantage avec leurs publics. »

« L'avenir du journalisme dépendra de la capacité à conjuguer technologie et créativité. »

2. Une transition numérique désormais irréversible

Les journalistes considèrent que la transformation numérique est désormais engagée de manière durable. Les plateformes numériques, les téléphones mobiles et les réseaux sociaux deviennent progressivement les principaux canaux d'accès à l'information.

Cette évolution fragilise les modèles traditionnels, en particulier la presse imprimée, tout en ouvrant la voie à de nouveaux modèles économiques et à de nouvelles pratiques éditoriales.

« Les modèles de publication axés sur le numérique (« digital-first ») et le journalisme mobile connaîtront un essor significatif. »

« L'espace numérique poursuivra sa forte croissance et transformera durablement le paysage médiatique. »

« Le développement du journalisme numérique pourrait entraîner la disparition de nombreux médias traditionnels. »

3. Réseaux sociaux, influenceurs et nouveaux acteurs de l'information

L'essor des réseaux sociaux transforme profondément l'écosystème médiatique. Les journalistes observent l'émergence d'une concurrence croissante entre les médias traditionnels, les créateurs de contenus, les influenceurs et les différentes formes de journalisme citoyen.

Cette évolution renforce, selon eux, la nécessité de mieux valoriser la qualité de l'information, la vérification des faits et la crédibilité professionnelle, tout en investissant davantage les espaces numériques où se trouvent désormais les publics.

« L'intelligence artificielle, le journalisme citoyen ainsi que la création de contenus par les influenceurs prendront une place croissante. »

« Désormais, chacun peut publier des contenus produits ou enrichis par l'intelligence artificielle. »

« La domination difficilement contrôlable des réseaux sociaux, souvent entre les mains de personnes ne disposant pas d'une formation journalistique, constitue un défi majeur pour la profession. »

4. Une liberté de la presse toujours fragile

Au-delà des évolutions technologiques, de nombreux journalistes expriment leurs inquiétudes quant à l'évolution de l'environnement politique dans plusieurs pays africains.

Ils évoquent la multiplication des restrictions à la liberté d'expression, les pressions exercées sur les médias, les arrestations de journalistes, le durcissement de certaines législations et les difficultés croissantes d'accès à l'information. Pour plusieurs répondants, ces évolutions constituent une menace directe pour l'avenir du journalisme.

« Le journaliste doit pouvoir exercer son métier librement, sans contraintes ni censure. »

« La liberté de raconter des histoires vraies et porteuses de sens doit être préservée. »

« L'avenir d'un journalisme authentique est gravement menacé dans notre pays. »

« La législation sur la cybercriminalité a été durcie par la junte militaire. »

« La liberté de la presse demeure fragile, soumise à des pressions politiques et à des coupures récurrentes des services numériques et d'Internet. »

5. Un modèle économique encore à consolider

Les difficultés économiques demeurent l'une des principales préoccupations exprimées par les répondants.

Ils s'inquiètent de la baisse des revenus des médias, de la faiblesse des rémunérations, de la fermeture de certaines rédactions et du départ de nombreux journalistes vers d'autres secteurs d'activité. Plusieurs estiment que la pérennité de la profession dépendra de la capacité des médias à développer des modèles économiques plus diversifiés et plus durables.

« Les journalistes doivent être correctement rémunérés afin de réduire les risques de corruption et de préserver leur indépendance. »

« La viabilité économique du secteur des médias constitue un enjeu majeur pour son avenir. »

« De nombreux organes de presse risquent de fermer leurs portes en raison de la diminution constante de leurs revenus et de leur rentabilité. »

6. La formation continue comme condition d'adaptation

Les journalistes considèrent que les transformations en cours imposeront un renouvellement permanent des compétences.

Ils soulignent l'importance de la formation continue, du développement des compétences numériques, de la spécialisation thématique ainsi que du renforcement des réseaux professionnels afin d'accompagner les mutations rapides du secteur.

« La formation, la formation et encore la formation. »

« La formation continue et la spécialisation seront des éléments déterminants pour l'avenir de la profession. »

« L'évolution rapide des technologies, notamment de l'intelligence artificielle, impose une mise à niveau constante des compétences des professionnels des médias. »

« Un renforcement des financements et des programmes de développement des capacités est nécessaire pour accompagner les journalistes face aux mutations du secteur. »

7. La montée en puissance du journalisme de données et du fact-checking

Face à la multiplication des contenus générés automatiquement et à la désinformation, plusieurs répondants estiment que la valeur ajoutée du journaliste reposera de plus en plus sur sa capacité à vérifier les informations, à analyser les données et à apporter des clés de compréhension.

Le journalisme de données, le fact-checking, les enquêtes fondées sur des sources ouvertes et le journalisme de solutions apparaissent ainsi comme des domaines appelés à jouer un rôle croissant dans les années à venir.

« La vérification de l'information deviendra encore plus centrale. »

« Le journalisme de données et les enquêtes à source ouverte deviendront plus importants. »

« Prioriser le journalisme de solutions et le journalisme de données. »

« La crédibilité deviendra le plus grand atout du journaliste. »

8. De nouveaux formats pour raconter l'information

Enfin, les journalistes anticipent une évolution des modes de narration et des formats de diffusion.

Les contenus audiovisuels, les podcasts, les vidéos, les formats interactifs et les productions multimédias devraient occuper une place de plus en plus importante. Les répondants considèrent que le journaliste de demain devra être capable de produire des contenus adaptés à plusieurs supports et à plusieurs publics.

« Les reportages auront plus de vidéos. »

« Narration multimédia. »

« Formats immersifs, interactifs et mobiles. »

« Utiliser des vidéos, des podcasts et d'autres techniques au-delà de l'écriture. »

Le journaliste de demain : plus polyvalent, plus technologique et plus résilient

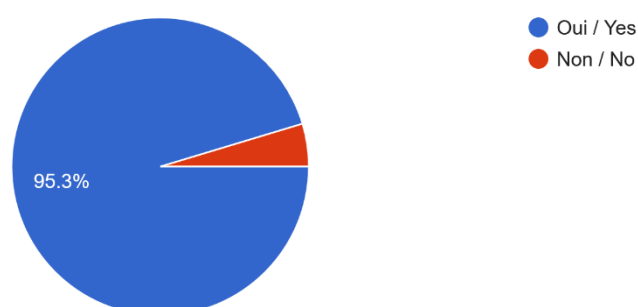
Pris dans leur ensemble, les témoignages recueillis dessinent le portrait d'une profession en pleine transformation. Les journalistes ne considèrent pas les évolutions technologiques comme une menace inéluctable, mais comme une mutation à laquelle ils devront s'adapter en développant de nouvelles compétences et de nouvelles pratiques.

Ils anticipent un métier plus polyvalent, davantage tourné vers les outils numériques, l'analyse des données, la vérification de l'information et la production de contenus multimédias. Dans un environnement marqué par l'intelligence artificielle, la concurrence des nouveaux acteurs de l'information et des modèles économiques encore fragiles, ils estiment que la crédibilité, l'expertise, l'éthique et la capacité d'innovation constitueront les principaux atouts du journaliste de demain.

Au-delà des transformations technologiques, les répondants rappellent enfin que l'avenir de la profession dépendra également de la capacité des États, des médias, des partenaires internationaux et des organisations professionnelles à préserver la liberté de la presse, à renforcer les compétences des journalistes et à garantir les conditions nécessaires à l'exercice d'une information libre, indépendante et de qualité.

De l'usage des réseaux sociaux dans le travail journalistique

L'utilisation des réseaux sociaux est désormais largement généralisée dans les pratiques professionnelles des journalistes africains.



Les réponses recueillies montrent que ces plateformes sont devenues des outils de travail à part entière, intervenant à toutes les étapes du processus journalistique : de la recherche d'informations jusqu'à la diffusion des contenus, en passant par la vérification des faits, les échanges avec les sources et l'interaction avec le public.

Le premier usage mentionné concerne la **diffusion des contenus**. Les journalistes utilisent principalement Facebook, X (anciennement Twitter), WhatsApp, LinkedIn, Instagram, TikTok et YouTube pour relayer leurs articles, reportages, vidéos, podcasts ou publications multimédias. Les réseaux sociaux leur permettent d'accroître la visibilité de leurs productions, d'atteindre de nouveaux publics et de diffuser rapidement l'information, y compris au-delà des frontières de leur pays.

Comme le résume un journaliste :

« Les réseaux sociaux sont incontournables aujourd'hui dans le métier de journaliste. La diffusion instantanée permet de faire parvenir l'information au grand public dans les minutes qui suivent la tenue de l'activité. »

Un autre explique :

« Afin d'atteindre un plus large public, nous proposons divers formats de contenus adaptés aux réseaux sociaux. »

Un troisième ajoute :

« Cela permet d'atteindre un grand nombre de lecteurs et d'informer au-delà de nos frontières. »

Les réseaux sociaux constituent également un **outil permanent de veille et de collecte d'informations**. Les journalistes y identifient des sujets émergents, suivent les réactions du public, consultent les prises de position des personnalités publiques, récupèrent des communiqués officiels ou lancent des appels à témoins. Ils représentent ainsi un espace privilégié d'observation de l'actualité et des débats publics.

Toutefois, les répondants rappellent que les informations collectées sur ces plateformes doivent systématiquement être vérifiées avant leur publication.

Ainsi, un journaliste souligne :

« Les réseaux sociaux sont une mine d'informations. Mais il faut toujours vérifier ensuite. »

Un autre insiste sur la nécessité de traiter ces contenus *« conformément aux règles d'éthique et de déontologie »*, tandis qu'un troisième précise :

« Généralement quand il y a une actualité forte, je regarde dans les réseaux sociaux les réactions des personnalités. »

Les plateformes numériques jouent également un rôle important dans la **vérification des informations**. Plusieurs journalistes expliquent les utiliser pour croiser leurs sources, vérifier des photographies ou des vidéos, échanger avec leurs confrères sur la crédibilité de certaines informations ou confirmer des éléments avant leur diffusion.

Les réseaux sociaux sont également devenus un **espace d'échange avec les publics**. Ils permettent aux journalistes de recueillir les réactions de leurs lecteurs ou auditeurs, d'entretenir un dialogue direct avec leurs communautés et d'identifier de nouvelles attentes en matière d'information.

Comme l'explique un journaliste de radio :

« Au micro, nous donnons notre numéro aux auditeurs et après, ils nous envoient leurs retours au cours de la diffusion de nos émissions en direct. »

Au-delà de cette interaction avec le public, ces plateformes favorisent également le réseautage professionnel, la collaboration entre journalistes, l'identification d'experts ou encore la recherche de partenaires et de financements.

Pour de nombreux répondants, les réseaux sociaux sont désormais pleinement intégrés au **processus de production journalistique**. Ils sont utilisés pour organiser le travail des rédactions, échanger des documents, transférer des reportages, tenir des réunions à distance ou coordonner des équipes.

Un journaliste résume ainsi cet usage devenu quotidien :

« Pour tout. Rédaction des reportages, prises de vue, transfert des reportages à la Centrale, réunion en ligne... »

Enfin, plusieurs journalistes soulignent que les réseaux sociaux constituent également des **outils de sensibilisation et de plaidoyer**. Ils les mobilisent pour informer sur les enjeux climatiques, sensibiliser les citoyens, lutter contre la désinformation ou favoriser les débats publics.

Comme l'illustrent ces témoignages :

« Sensibiliser et mobiliser les communautés autour des enjeux climatiques. »

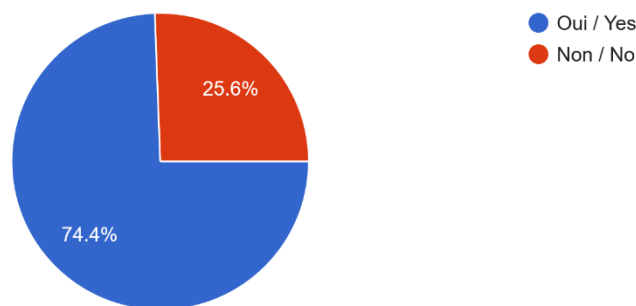
« Pour partager les informations de la manière la plus objective possible, faire des analyses et rétablir les vérités sur les désinformation. »

Dans leur ensemble, les réponses montrent que les réseaux sociaux ne constituent plus un simple canal de diffusion complémentaire. Ils sont devenus un élément structurant de la

pratique journalistique contemporaine. Les journalistes les utilisent désormais pour rechercher l'information, vérifier leurs sources, produire leurs contenus, dialoguer avec leurs publics et renforcer la portée de leur travail. Cette évolution confirme que la maîtrise des outils numériques est aujourd'hui une compétence essentielle pour exercer le métier de journaliste dans un environnement médiatique en constante transformation.

Nouveaux outils et nouvelles pratiques journalistiques

Les journalistes africains apparaissent largement ouverts à l'adoption de nouveaux outils et de nouvelles pratiques professionnelles.



Au-delà des usages des réseaux sociaux présentés précédemment, les réponses mettent en évidence une transformation profonde des méthodes de travail. Elles dessinent le portrait d'un journalisme de plus en plus mobile, numérique et polyvalent, dans lequel les outils technologiques occupent une place centrale.

Le **smartphone** illustre parfaitement cette évolution. Autrefois simple outil de communication, il est désormais utilisé pour enregistrer des interviews, réaliser des prises de vue, monter des contenus, rédiger des articles et diffuser des reportages.

Comme l'explique un journaliste :

« Avec un simple smartphone, je peux filmer, monter et diffuser rapidement mes contenus. »

Un autre ajoute :

« Je travaille le plus souvent avec le téléphone tant pour appeler et vérifier une information que pour écrire des articles. »

Cette polyvalence permet aux journalistes de gagner en autonomie, en réactivité et en proximité avec le terrain, tout en réduisant les besoins en matériel spécialisé.

Les journalistes mentionnent également l'utilisation croissante de nombreux outils numériques : logiciels de montage audio et vidéo, plateformes collaboratives, applications de prise de notes, solutions de stockage en ligne, outils de datajournalisme, logiciels de création graphique, infographies interactives ou encore dispositifs destinés à renforcer la sécurité numérique.

Ces évolutions traduisent une profession de plus en plus technique, où la maîtrise des outils numériques devient une compétence aussi essentielle que les savoir-faire journalistiques traditionnels.

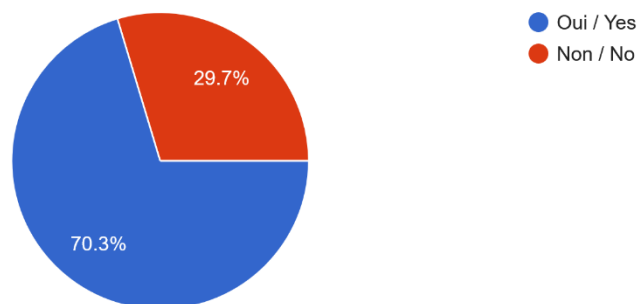
Dans un environnement où l'information circule toujours plus rapidement, les répondants décrivent un métier qui exige une adaptation permanente, une capacité à produire des contenus pour plusieurs supports et un renouvellement constant des compétences.

L'ensemble de ces évolutions dessine le portrait d'un journalisme plus agile, davantage connecté et résolument tourné vers l'innovation.

L'intelligence artificielle : un outil déjà largement intégré aux pratiques journalistiques

Face à l'importance croissante de l'intelligence artificielle dans les métiers de l'information, plusieurs questions spécifiques ont été consacrées à son utilisation.

Les résultats montrent que les journalistes utilisent déjà très largement ces outils dans leur activité professionnelle.



Les réponses mettent en évidence une grande diversité d'usages. Toutefois, l'intelligence artificielle est rarement présentée comme un substitut au journaliste. Elle est avant tout perçue comme un **outil d'assistance**, destiné à améliorer l'efficacité du travail, à gagner du temps et à faciliter certaines tâches, tout en laissant au journaliste la responsabilité éditoriale des contenus produits.

Le premier domaine d'utilisation concerne la **recherche d'informations et la documentation**. Les journalistes utilisent l'IA pour explorer rapidement un sujet, accéder à des informations complémentaires, identifier des pistes de recherche ou approfondir des thématiques complexes.

Le deuxième usage le plus fréquent porte sur **la rédaction et l'amélioration des contenus**. Les répondants expliquent utiliser l'intelligence artificielle pour corriger l'orthographe et la grammaire, reformuler certaines phrases, améliorer le style rédactionnel ou simplifier des textes. L'IA apparaît ainsi comme un véritable assistant de rédaction, contribuant à améliorer la qualité éditoriale tout en accélérant la production.

Les journalistes mobilisent également l'intelligence artificielle pour **la vérification des informations**. Plusieurs répondants évoquent son utilisation dans le cadre du fact-checking, de la vérification des sources, de l'identification de contenus trompeurs ou de la détection de campagnes de désinformation. Dans ce domaine, l'IA est principalement considérée comme un outil d'aide à la décision, venant compléter le travail de vérification effectué par les journalistes.

Les réponses soulignent également son intérêt pour **la transcription, la traduction et le traitement des contenus audio et vidéo**. Les journalistes utilisent ces outils pour transcrire des interviews, traduire des documents, convertir des fichiers audio en texte ou faciliter le traitement de contenus multilingues, ce qui représente un gain de temps particulièrement important.

Un autre domaine en plein développement concerne **l'analyse de données et les enquêtes**. Plusieurs répondants indiquent utiliser l'intelligence artificielle pour analyser de grands volumes d'informations, identifier des tendances, organiser leurs recherches ou exploiter des données issues de sources ouvertes. Ces fonctionnalités renforcent les capacités d'investigation et permettent de traiter plus efficacement des sujets complexes.

L'intelligence artificielle est également mobilisée pour **la création de contenus multimédias**. Les journalistes mentionnent notamment la génération d'illustrations, la création de visuels, le montage vidéo, la production de voix de synthèse ou encore l'utilisation d'outils de conception graphique tels que Canva. Ces usages témoignent de l'élargissement progressif des compétences attendues dans les rédactions.

Enfin, de nombreux répondants considèrent que l'IA constitue un levier d'**efficacité et de créativité**. Elle est utilisée pour générer des idées de sujets, proposer des angles de traitement, concevoir des titres ou structurer un plan d'article. Plusieurs journalistes soulignent toutefois que leur utilisation reste prudente, ponctuelle ou limitée, certains indiquant ne pas recourir encore à ces outils.

Dans leur ensemble, les réponses montrent que l'intelligence artificielle est déjà entrée dans les pratiques quotidiennes d'une partie importante des journalistes africains. Elle apparaît moins comme une technologie appelée à remplacer le travail journalistique que comme un ensemble d'outils venant renforcer les capacités d'analyse, de production et de diffusion de l'information. Son développement pose néanmoins de nouveaux défis en matière de

formation, de déontologie, de vérification des contenus et de maîtrise des usages, qui accompagneront durablement les évolutions de la profession.



Thème spécial de l'édition 2025 : la lutte contre la désinformation en Afrique

Éducation aux médias et à l'information : un enjeu démocratique majeur

Ces dernières années, l'éducation aux médias et à l'information (EMI) s'est progressivement imposée comme l'un des principaux leviers de lutte contre la désinformation. Face à la transformation profonde des écosystèmes de l'information, marquée par l'essor des réseaux sociaux, de l'intelligence artificielle et de la production massive de contenus numériques, cette approche est aujourd'hui au cœur des stratégies développées par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

L'EMI vise à permettre aux citoyens de rechercher, comprendre, analyser, évaluer et produire de l'information de manière critique et responsable. Elle constitue désormais un outil essentiel pour renforcer la liberté d'expression, la qualité du débat public, la participation citoyenne et la résilience des sociétés face aux manipulations de l'information.

En Afrique, cet enjeu revêt une importance particulière. Comme l'ont montré les chapitres précédents, les usages numériques progressent rapidement sur l'ensemble du continent, tandis que les réseaux sociaux deviennent une source d'information privilégiée pour une part

croissante de la population. Cette évolution favorise un accès plus large à l'information mais facilite également la circulation rapide de contenus trompeurs, notamment lors des périodes électorales, des crises sanitaires, des conflits armés ou des catastrophes environnementales.

L'UNESCO accompagne ainsi de nombreux programmes destinés à renforcer les compétences des journalistes, des enseignants, des étudiants et plus largement des citoyens afin de favoriser une information fiable, pluraliste et fondée sur les faits.

Cette stratégie s'inscrit directement dans les Objectifs de développement durable des Nations Unies, notamment l'Objectif 4 consacré à une éducation de qualité, l'Objectif 13 relatif à la lutte contre les changements climatiques et l'Objectif 16 qui promeut des institutions efficaces, l'accès à l'information et des sociétés pacifiques.

Elle s'appuie également sur plusieurs textes de référence, parmi lesquels le *Curriculum de l'UNESCO pour l'éducation aux médias et à l'information*, la *Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle* ainsi que la *Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information*.

Les questions environnementales occupent aujourd'hui une place croissante dans cette stratégie. Face à la multiplication des fausses informations relatives au changement climatique, l'UNESCO considère que l'EMI constitue un outil indispensable pour permettre aux journalistes comme aux citoyens d'identifier les informations scientifiques fiables, de distinguer les faits des opinions et de mieux comprendre les enjeux environnementaux.

Cette orientation s'inscrit notamment dans le prolongement de l'Accord de Paris, dont l'article 12 souligne l'importance de l'éducation, de la sensibilisation et de l'accès à l'information sur le climat, ainsi que du programme *ESD for 2030* consacré à l'éducation au développement durable.

Pour le continent africain, particulièrement exposé aux conséquences du changement climatique, le développement de l'éducation aux médias apparaît ainsi comme un enjeu majeur afin de renforcer la qualité de l'information environnementale, lutter contre les manipulations de l'information et favoriser une participation citoyenne éclairée.

Mésinformation, désinformation et malinformation : trois notions distinctes

Dans le cadre de son action, l'UNESCO s'appuie sur le concept désormais largement reconnu de désordre informationnel (*information disorder*), qui distingue trois formes principales de circulation de contenus problématiques selon leur nature et l'intention de leurs auteurs.

- **La mésinformation** correspond à la diffusion d'une information fausse ou inexacte sans intention de nuire. Il peut s'agir d'une erreur, d'une rumeur ou d'un contenu partagé de bonne foi par une personne convaincue de sa véracité.
- **La désinformation** désigne la création ou la diffusion volontaire d'informations fausses ou trompeuses dans le but de manipuler, d'influencer ou de tromper un individu, un groupe ou l'opinion publique.
- **La malinformation** repose quant à elle sur des informations exactes, mais utilisées de manière malveillante, par exemple en les sortant de leur contexte, en divulguant des informations privées ou en les présentant de façon à porter préjudice à une personne, une organisation ou une communauté.

Dans ce contexte, le rôle des journalistes apparaît plus que jamais essentiel. Leur mission ne consiste plus seulement à produire de l'information, mais également à contribuer à la compréhension des phénomènes de manipulation de l'information et à renforcer la capacité des citoyens à distinguer les faits des contenus trompeurs.

Cette problématique constitue d'ailleurs un axe important des actions de formation menées par l'Association Africa 21 pour le compte de l'UNESCO, notamment dans le domaine de la désinformation environnementale et climatique.

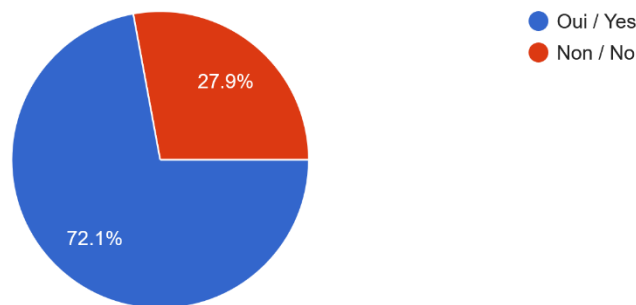
Une bonne compréhension de la malinformation, mais une maîtrise encore inégale des concepts

Passons à un autre concept essentiel de l'éducation aux médias et à l'information : la **malinformation**. En appliquant la même grille d'analyse que pour la désinformation, fondée sur la définition de référence de l'UNESCO, les résultats apparaissent plus encourageants.

- Environ **55 à 60 %** des répondants proposent une définition conforme à celle retenue par l'UNESCO.
- Environ **20 à 25 %** donnent une définition partiellement correcte, en évoquant par exemple une « information sortie de son contexte » ou une « information vraie utilisée pour nuire », sans réunir l'ensemble des critères qui caractérisent la malinformation.
- Enfin, environ **20 à 25 %** des journalistes proposent une définition erronée, en assimilant la malinformation à la désinformation, à la mésinformation, à une simple erreur journalistique, à une information incomplète ou encore à un défaut de vérification des sources.

Ces résultats montrent que cette notion est globalement mieux comprise que celle de désinformation. Ils confirment néanmoins qu'un effort de clarification demeure nécessaire, y compris auprès des professionnels de l'information, afin de mieux distinguer ces différentes formes de désordre informationnel.

Nous avons ensuite souhaité savoir si les journalistes interrogés avaient déjà été confrontés, dans leur pratique professionnelle, à des situations de désinformation, qu'ils en aient été témoins ou victimes.



Les résultats sont sans équivoque : **une très large majorité des répondants déclare avoir déjà été confrontée à des situations de désinformation** dans l'exercice de son métier. Ce constat illustre à quel point ce phénomène est désormais devenu une réalité quotidienne pour de nombreux journalistes africains.

Nous leur avons ensuite demandé d'analyser les formes de désinformation auxquelles ils sont confrontés.

L'analyse des réponses montre que, pour les journalistes, la désinformation dépasse largement la simple diffusion de « fake news ». Elle est perçue comme un ensemble de mécanismes destinés à manipuler l'information, à orienter les perceptions du public et, dans certains cas, à influencer les comportements individuels ou collectifs.

La première caractéristique mise en avant est son **caractère intentionnel**. Les répondants décrivent une information volontairement modifiée, incomplète ou biaisée afin d'orienter la compréhension d'un événement ou d'influencer l'opinion publique.

Plusieurs journalistes évoquent ainsi des informations « *volontairement déformées ou sorties de leur contexte* », tandis qu'un autre résume ce mécanisme comme le fait de « *présenter la vérité autrement que ce qui est vrai* ». D'autres mentionnent la diffusion de « *fausses données* », de « *statistiques manipulées* » ou encore de « *récits biaisés destinés à influencer l'opinion publique* ».

Les **réseaux sociaux** apparaissent ensuite comme le principal vecteur de diffusion de cette désinformation. Facebook, WhatsApp et les autres plateformes numériques sont régulièrement cités comme les espaces où les contenus trompeurs se propagent le plus rapidement, grâce aux partages viraux, aux faux comptes et à certains créateurs de contenus.

Les journalistes soulignent que la désinformation est diffusée « *sur les réseaux sociaux, les médias partisans ou les messageries privées* », qu'elle circule « *par de rapides partages dans*

les groupes WhatsApp » ou encore qu'elle est relayée par « des profils avatars [des faux profils], des pages très suivies et des créateurs de contenus ».

Les répondants insistent également sur le fait que la désinformation repose souvent sur la **manipulation de contenus authentiques**. Les procédés les plus fréquemment cités sont les déclarations sorties de leur contexte, les vidéos et photographies détournées, les citations tronquées, les titres sensationnalistes ou encore la présentation sélective de données pourtant exactes.

L'un des répondants décrit ainsi *« des photos ou vidéos sorties de leur cadre initial, des citations tronquées et la mise en avant sélective de certains faits »*, tandis qu'un autre évoque *« la diffusion de sons ou de vidéos coupés avec l'intention de faire croire autre chose que ce qui s'est réellement passé »*.

Les journalistes considèrent par ailleurs que la désinformation répond rarement à une logique accidentelle. Elle est le plus souvent utilisée comme un **instrument d'influence**, au service d'intérêts politiques, économiques, idéologiques ou stratégiques.

Les répondants estiment qu'elle sert à *« tromper l'opinion pour l'intérêt d'une partie quelconque »*, à *« désorienter l'opinion publique »* ou encore à *« nuire et tromper l'opinion publique »*. Certains vont jusqu'à parler d'une véritable *« machine de propagande »* (*propaganda machinery*), destinée à construire un récit favorable à certains acteurs ou à décrédibiliser leurs adversaires.

Enfin, les journalistes soulignent que la désinformation ne provient pas d'une seule catégorie d'acteurs. Si les responsables politiques sont les plus fréquemment mentionnés, ils citent également les influenceurs, les blogueurs, certains médias, des groupes de pression, des entreprises privées, des acteurs étatiques ou encore des groupes armés.

Les nombreux exemples recueillis peuvent être regroupés en **six grandes catégories**, qui illustrent la diversité des contextes dans lesquels la désinformation se manifeste.

1. Les campagnes de désinformation politique et électorale

Les exemples les plus nombreux concernent les périodes électorales et la vie politique. Les journalistes évoquent des campagnes destinées à influencer le vote, discréditer des candidats, alimenter les tensions ou légitimer certains discours politiques.

Les témoignages les plus représentatifs sont les suivants :

« Lors des élections, un candidat peut tromper ses électeurs en affirmant que la CENI [Commission Électorale Nationale Indépendante] a été corrompue afin de pousser ses partisans à la violence contre la commission électorale. »

« Lors des élections communales passées, une désinformation avait circulé pour annoncer le retrait d'un candidat de la course alors que ce dernier était toujours en lice. »

« Une organisation médiatique alignée sur un parti politique a produit et diffusé un contenu trompeur qui a influencé les électeurs et contribué à la défaite de son adversaire. »

2. Les conflits armés et les questions de sécurité

Les conflits armés constituent le deuxième domaine le plus fréquemment cité, notamment en République démocratique du Congo, dans les pays du Sahel ou dans la région des Grands Lacs. Les journalistes décrivent des récits concurrents, des chiffres contradictoires et des campagnes de propagande menées par les différents protagonistes.

Les témoignages recueillis illustrent cette réalité :

« La prise de la ville d'Uvira au Sud-Kivu par le M23. »

« Gouvernement et rebelles ont chacun leurs chiffres et leurs analyses diffusés au public à travers les médias. »

« Les réseaux sociaux faisaient état d'un ravitaillement des terroristes par l'armée française dans le Sahel. »

3. Les rumeurs visant des personnalités publiques

Une autre catégorie importante concerne la diffusion de fausses informations relatives à des dirigeants politiques ou à des personnalités connues. Les annonces de décès, les faux communiqués ou les images détournées figurent parmi les exemples les plus fréquemment rencontrés.

Les journalistes citent notamment :

« L'annonce du décès du président Alassane Ouattara avec le logo de France 24. »

« La mort de Paul Kagame, annoncée alors que c'était faux. »

« Une rumeur annonçait la mort de Donald Trump. »

« Une photo d'Ali Bongo disant qu'il prenait part au vote. »

Ces exemples illustrent la rapidité avec laquelle les fausses informations concernant des personnalités publiques peuvent devenir virales.

4. Les crises sanitaires

Les questions de santé publique constituent un autre terrain particulièrement propice à la désinformation.

Les journalistes évoquent notamment :

« Des faux messages affirmaient que les vaccins contre le Covid-19 provoquaient la stérilité ou des décès rapides. »

« Ceux qui avaient été vaccinés contre le Covid-19 seraient responsables de la propagation du mpox au Kenya. »

« Un faux médecin a diffusé la rumeur que les pastèques vendues en Tunisie étaient cancérigènes. »

« Une erreur sur le nombre de décès liés à la peste bubonique a provoqué une forte inquiétude. »

Ces témoignages rappellent que la désinformation sanitaire peut avoir des conséquences directes sur les comportements individuels et compromettre les politiques de santé publique.

5. Les manipulations de contenus médiatiques

Plusieurs journalistes décrivent des manipulations visant directement les productions des médias eux-mêmes : fausses unes de journaux, montages, falsification de logos ou détournement de contenus.

Parmi les exemples cités :

« Une fausse Une du Standard Media Group a circulé massivement sur les réseaux sociaux. »

« La Une du journal Le Soleil a été utilisée pour publier des messages contraires à sa ligne éditoriale. »

Ces réponses illustrent l'essor des contenus manipulés et les nouveaux défis posés par les technologies numériques, notamment les outils de génération d'images et les applications d'intelligence artificielle.

6. Les sujets environnementaux et climatiques

Enfin, plusieurs journalistes identifient les questions environnementales comme un domaine où la désinformation progresse rapidement.

Les répondants citent notamment :

« Certains affirment que le changement climatique n'existe pas. »

« De fausses informations circulent sur les catastrophes climatiques accompagnées de photographies manipulées. »

« Le gouvernement ivoirien a présenté un gisement pétrolier comme étant "neutre en carbone". »

« La guerre d'informations entre les partisans du recyclage du plastique et ceux de la réduction de sa production. »

Ces exemples montrent que les enjeux environnementaux et climatiques sont désormais pleinement concernés par les phénomènes de désinformation. Ils confirment également la nécessité de renforcer les compétences des journalistes dans ce domaine, tant pour vérifier les informations scientifiques que pour expliquer au public des sujets complexes particulièrement exposés aux manipulations.

Outils et méthodes pour détecter les *fake news*

L'enquête s'est ensuite intéressée aux méthodes utilisées par les journalistes pour identifier les contenus trompeurs et détecter les situations de désinformation.

Les réponses font apparaître un consensus particulièrement net : pour les journalistes interrogés, la lutte contre la désinformation repose avant tout sur **une démarche journalistique rigoureuse**, davantage que sur le recours exclusif à des outils technologiques. Si les solutions numériques occupent une place croissante dans leurs pratiques, elles sont avant tout considérées comme des outils d'appui venant compléter les fondamentaux du métier : la vérification des faits, le recoupement des informations, l'analyse critique et la connaissance du terrain.

Les réponses peuvent être regroupées autour de plusieurs grands axes.

La vérification et le recoupement des sources : le premier réflexe professionnel

Le thème qui revient très largement en tête des réponses est celui de la **vérification systématique des informations auprès de plusieurs sources**. Les journalistes considèrent que la meilleure protection contre la désinformation consiste à confronter chaque information à des sources fiables, indépendantes et, lorsque cela est possible, officielles.

Plusieurs répondants résument cette démarche par des formules simples mais révélatrices :

« Je prends le temps de vérifier, je ne publie jamais une information dès que je tombe dessus. »

Ou encore :

« Je recoupe auprès des sources sûres. »

D'autres insistent sur la nécessité de « *comparer plusieurs médias fiables* », de « *triangler les informations* » ou encore de « *vérifier auprès des institutions concernées* ».

Ces réponses montrent que, pour les journalistes, le **fact-checking** ne se résume pas à l'utilisation d'outils spécialisés. Il constitue avant tout une méthode de travail fondée sur le

recoupement des sources, la prudence et le respect des principes fondamentaux du journalisme.

Le recours croissant aux outils numériques de vérification

Le deuxième axe concerne l'utilisation de plus en plus fréquente d'outils numériques spécialisés permettant de vérifier l'authenticité de contenus circulant sur Internet.

Les journalistes déclarent notamment utiliser des moteurs de recherche inversée et différentes plateformes de vérification afin d'analyser des photographies, des vidéos ou des documents.

Les outils les plus fréquemment cités sont **Google Images**, **Google Lens**, **Yandex**, **TinEye** ou encore **InVID**. Certains évoquent également des plateformes spécialisées dans le fact-checking ou des applications permettant d'examiner les métadonnées des contenus numériques.

Comme l'explique l'un des répondants :

« Vérifier les images, les vidéos, les métadonnées et utiliser les recherches inversées. »

Ces outils permettent notamment d'identifier des photographies anciennes réutilisées dans un autre contexte, des vidéos manipulées ou encore des contenus générés ou modifiés numériquement.

Développer une lecture critique des contenus

Au-delà des outils techniques, les journalistes soulignent l'importance d'adopter une lecture critique des informations qui circulent en ligne.

Ils expliquent rechercher un certain nombre d'indices susceptibles de révéler une manipulation : titres sensationnalistes, incohérences factuelles, contradictions internes, absence de sources identifiables, chiffres invérifiables ou encore formulations destinées à susciter une forte réaction émotionnelle.

Plusieurs répondants expliquent ainsi qu'ils vérifient systématiquement *« le titre, la date, le lieu, l'auteur, les images associées »*, tandis qu'un autre rappelle qu'il convient de rester particulièrement vigilant lorsque *« le contenu paraît trop sensationnel, trop viral ou parfaitement aligné avec un biais »*.

Pour certains journalistes, la viralité elle-même constitue un premier signal d'alerte.

L'un d'eux résume cette attitude de prudence :

« Quand l'information est très virale, je me dis qu'il faut chercher à la vérifier d'abord. »

Cette approche traduit le développement d'une véritable culture du doute professionnel face aux contenus circulant sur les plateformes numériques.

La connaissance du terrain reste un atout irremplaçable

Les réponses mettent également en évidence un aspect souvent moins visible de la lutte contre la désinformation : l'importance de la connaissance du contexte local.

De nombreux journalistes expliquent que leur expérience du terrain leur permet d'identifier rapidement certaines informations peu crédibles parce qu'elles contredisent les réalités qu'ils observent quotidiennement ou les connaissances acquises au fil de leur pratique professionnelle.

Comme le résume l'un d'entre eux :

« Je vis au pays, je connais les réalités du terrain. »

Un autre souligne que :

« L'expérience aide à identifier les contradictions ou les distorsions dans la présentation des faits. »

Les répondants insistent également sur l'importance de consulter des témoins directs, des experts ou les acteurs concernés afin de confronter les informations diffusées à la réalité des situations observées.

La formation au fact-checking, une compétence devenue indispensable

Les réponses montrent enfin que de nombreux journalistes attribuent leur capacité à détecter la désinformation aux formations dont ils ont bénéficié ces dernières années.

Certains répondants écrivent simplement :

« Grâce à des formations sur le fact-checking. »

Ou encore :

« À travers les formations. »

Pour beaucoup, la maîtrise des techniques de vérification constitue désormais une compétence essentielle du métier de journaliste. Dans un environnement marqué par la multiplication des contenus manipulés, des images générées par intelligence artificielle et des campagnes de désinformation, la formation continue apparaît comme un levier indispensable pour maintenir la qualité de l'information.

Une approche globale, combinant méthodes journalistiques et outils numériques

Au-delà de la diversité des techniques évoquées, les réponses convergent vers une même conclusion : aucune méthode ne permet, à elle seule, d'identifier avec certitude une situation de désinformation.

Les journalistes privilégient une approche globale qui combine les fondamentaux du métier — vérification des sources, recoupement des informations, analyse critique et connaissance du terrain — avec les nouveaux outils numériques de vérification et l'appui d'experts lorsque cela est nécessaire.

Comme le résume particulièrement bien l'un des répondants :

« La meilleure approche est une combinaison de l'esprit critique, de l'analyse des contenus et de l'investigation sur l'origine et le comportement des acteurs qui diffusent l'information. »

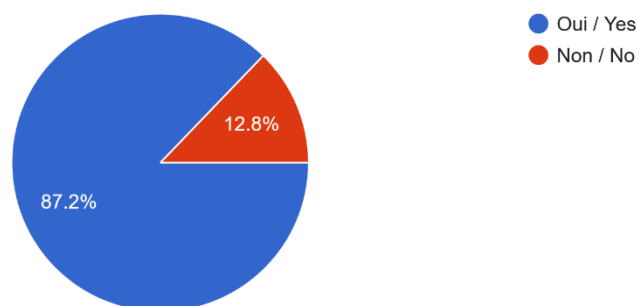
Cette conclusion constitue sans doute l'un des principaux enseignements de l'enquête. Si les innovations technologiques offrent aujourd'hui de nouvelles possibilités pour détecter les contenus manipulés, elles ne remplacent pas les principes fondamentaux du journalisme. Pour les professionnels interrogés, la lutte contre la désinformation repose d'abord sur la rigueur de la démarche journalistique, la qualité des méthodes d'enquête et l'exercice permanent de l'esprit critique.

Former à l'éducation aux médias et à l'information : un enjeu largement identifié par les journalistes

Parmi les réponses apportées à la lutte contre la désinformation, l'UNESCO place l'éducation aux médias et à l'information (EMI) au cœur de sa stratégie (voir présentation en début de chapitre). Cette approche vise à renforcer la capacité des citoyens comme des professionnels de l'information à identifier les contenus trompeurs, à exercer leur esprit critique et à produire une information fiable et responsable.

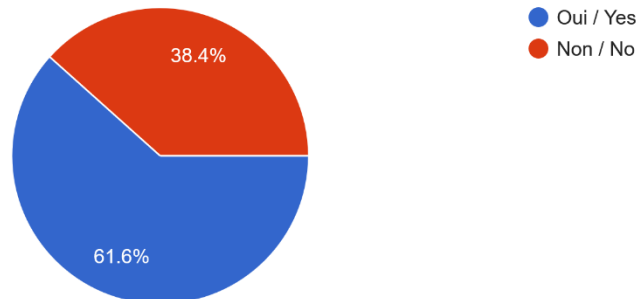
Nous avons souhaité mesurer le degré de connaissance de cette démarche auprès des journalistes interrogés.

Les journalistes connaissent-ils ce qu'est l'éducation aux médias et à l'information (EMI) ?



Au-delà de cette connaissance générale, nous leur avons demandé s'ils avaient déjà bénéficié d'une formation spécifique en éducation aux médias et à l'information.

Ont-ils déjà suivi une formation en EMI ?



Afin d'approfondir cette question, les journalistes ont ensuite été interrogés sur les formations qu'ils avaient suivies en matière de lutte contre la désinformation.

Les réponses mettent en évidence un paysage de formation particulièrement dynamique, porté par un large réseau d'organisations internationales, d'ONG africaines spécialisées dans le fact-checking, d'écoles de journalisme, d'organisations professionnelles nationales et de programmes financés par des partenaires internationaux.

Elles montrent également une évolution des contenus proposés. Au-delà des techniques traditionnelles de vérification de l'information, les formations abordent désormais des thématiques émergentes telles que la désinformation climatique, le journalisme environnemental, la vérification des contenus numériques ou encore l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans les pratiques journalistiques.

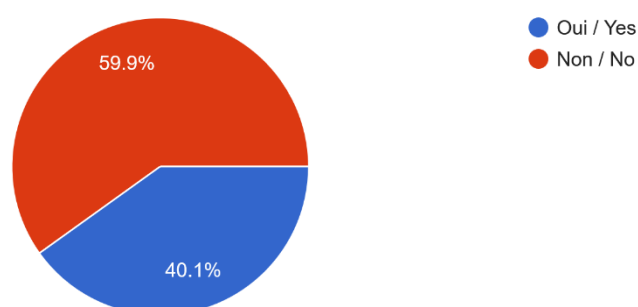
Les répondants soulignent toutefois que ces opportunités demeurent inégalement réparties selon les pays et les territoires. Plusieurs journalistes, notamment dans les zones rurales ou les régions les plus fragiles, indiquent avoir un accès limité à ces formations pourtant devenues essentielles dans l'exercice du métier.

Les réponses font ressortir un noyau d'organisations particulièrement actives dans le renforcement des capacités des journalistes africains.

Organisation	Fréquence observée
UNESCO	★★★★★
Code for Africa	★★★★★
CFI Médias	★★★★☆
Internews	★★★★☆
AFP	★★★☆☆
Google News Initiative	★★★☆☆
Africa Check / DUBAWA / PesaCheck	★★★☆☆
Africa 21	★★☆☆☆
Deutsche Welle Akademie	★★☆☆☆
BBC	★★☆☆☆
GIJN	★★☆☆☆
ICFJ / IJNet	★★☆☆☆

Nous avons posé la même question concernant les formations spécifiquement consacrées à l'éducation aux médias et à l'information.

Quelles organisations proposent des formations en EMI ?



Les réponses montrent que l'EMI repose aujourd'hui sur un écosystème particulièrement diversifié associant organisations internationales, ONG africaines, médias, universités, institutions publiques et organisations de la société civile.

L'UNESCO demeure très largement l'organisation la plus fréquemment citée. Les journalistes mettent également en avant le rôle croissant de structures africaines telles que **Code for Africa** et **Africa 21**, aux côtés d'acteurs internationaux comme **Internews** ou **Deutsche Welle Akademie**, ainsi que de nombreuses initiatives nationales.

Un enseignement intéressant de l'enquête réside dans la perception même de l'EMI par les journalistes. Celle-ci n'est pas uniquement considérée comme un outil destiné aux professionnels des médias. Les répondants la décrivent également comme une **véritable démarche d'éducation citoyenne**, développée dans les écoles, les universités, les collectivités

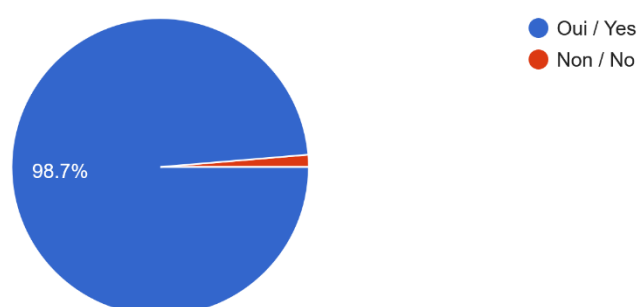
locales et les communautés afin de renforcer l'esprit critique du public face aux manipulations de l'information.

Cette dimension apparaît particulièrement importante dans les domaines de l'environnement et du changement climatique, où les journalistes estiment que l'EMI peut contribuer à améliorer la compréhension des enjeux scientifiques et à renforcer la résilience des populations face à la désinformation.

Les organismes les plus fréquemment cités sont les suivants :

Organisme	Fréquence observée
UNESCO	★★★★★
Code for Africa	★★★★☆
Africa 21	★★★★☆
Deutsche Welle Akademie	★★★★☆
BBC	★★★★☆
Internews	★★★★☆
Media Foundation for West Africa	★★★★☆
MONUSCO / Radio Okapi	★★★★☆
ICFJ / Reuters Facebook Journalism Project	★★★☆☆
Search for Common Ground	★★★☆☆

Enfin, nous avons souhaité savoir si les journalistes seraient prêts à participer à une formation en éducation aux médias et à l'information si cette possibilité leur était offerte.



Les résultats sont particulièrement encourageants. **Une très large majorité des journalistes interrogés déclare souhaiter suivre une telle formation.** Cet intérêt confirme que les professionnels de l'information sont pleinement conscients des nouveaux défis posés par la désinformation et de la nécessité d'actualiser régulièrement leurs compétences.

Il constitue également un signal fort pour les organisations de formation et les partenaires techniques et financiers. Dans un contexte marqué par l'accélération des usages numériques et de l'intelligence artificielle, la demande de renforcement des capacités apparaît aujourd'hui largement supérieure à l'offre disponible dans plusieurs pays africains. Le développement de

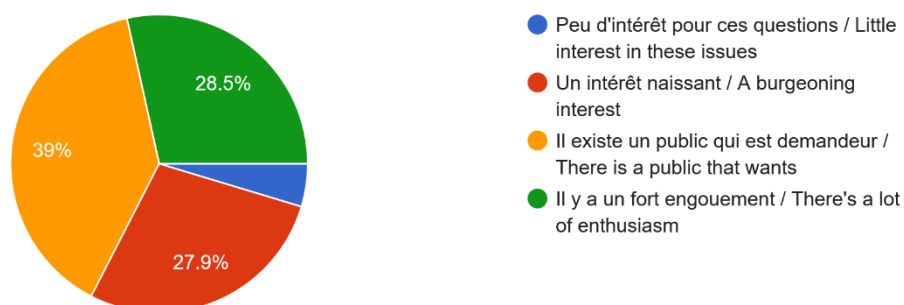
programmes accessibles, adaptés aux réalités locales et ouverts au plus grand nombre constitue ainsi un enjeu majeur pour accompagner l'évolution des pratiques journalistiques et renforcer la qualité de l'information sur le continent.



Le traitement des questions environnementales dans les médias africains

Baromètre de la question environnementale dans les médias africains

Comme lors de la précédente édition de cette enquête, nous avons interrogé les journalistes sur leur perception de l'intérêt du public pour les questions environnementales. Les résultats montrent que 67 % d'entre eux estiment que ces sujets suscitent un véritable intérêt, voire un fort engouement, auprès de leurs audiences.



Au-delà de ce résultat global, les réponses permettent de mieux comprendre les préoccupations environnementales qui mobilisent aujourd'hui les publics africains. Si les réalités varient selon les pays et les territoires, les journalistes identifient cinq grands ensembles de thématiques qui structurent l'attention du public.

Le changement climatique apparaît très largement comme le sujet dominant. Il est cité dans une très grande majorité des réponses et constitue désormais le principal prisme à travers lequel sont abordées les questions environnementales. Les journalistes soulignent que les populations s'intéressent avant tout aux conséquences concrètes du dérèglement climatique : hausse des températures, modification des régimes de précipitations, sécheresses, inondations, érosion côtière, montée du niveau de la mer ou multiplication des événements météorologiques extrêmes, tels que les cyclones ou les vagues de chaleur. Les questions d'adaptation et de résilience reviennent également de manière récurrente, traduisant une attente forte de solutions et d'informations pratiques.

Le deuxième grand thème concerne l'agriculture, l'eau et la sécurité alimentaire. Dans de nombreux pays africains, les enjeux environnementaux sont directement liés aux moyens de subsistance des populations. Les journalistes évoquent les effets du changement climatique sur les récoltes, les calendriers agricoles, la fertilité des sols, l'irrigation ou encore le développement de pratiques d'agroécologie et d'agriculture intelligente face au climat. Les pénuries d'eau, le stress hydrique et les risques pesant sur la sécurité alimentaire figurent également parmi les préoccupations les plus fréquemment citées. Cette forte présence confirme que l'environnement est largement perçu à travers ses conséquences économiques, sociales et alimentaires.

La protection des forêts et de la biodiversité constitue un troisième axe majeur. Les répondants évoquent la déforestation, les feux de brousse, le charbonnage, l'exploitation illégale du bois, le braconnage ainsi que la protection des espèces menacées, des mangroves et des aires protégées. Plusieurs journalistes observent également un intérêt croissant du public pour les politiques de reboisement, la restauration des écosystèmes et la préservation des ressources naturelles.

Les questions de pollution et de gestion des déchets occupent également une place importante, en particulier dans les zones urbaines. Les journalistes citent régulièrement la pollution plastique, les déchets ménagers, la pollution de l'air, de l'eau et des sols, les eaux usées, les déchets industriels ou encore le recyclage. Ces problématiques sont fréquemment associées à leurs conséquences sur la santé publique, l'assainissement des villes et l'amélioration du cadre de vie.

Enfin, l'exploitation des ressources naturelles et la transition écologique suscitent un intérêt croissant. Les répondants mentionnent les activités minières, l'exploitation pétrolière, l'orpaillage, les hydrocarbures, mais aussi les marchés carbone, les crédits carbone, les énergies renouvelables, l'économie verte et l'économie bleue. Les réponses traduisent également une attention accrue portée à la gouvernance des ressources naturelles, aux conflits d'usage et aux enjeux de justice environnementale.

Au-delà de ces cinq grandes thématiques, les journalistes citent plusieurs préoccupations plus spécifiques, fortement liées aux contextes nationaux ou régionaux. Figurent notamment l'érosion côtière, la disparition des mangroves, la pollution marine, la pêche illicite, les conflits

entre les populations et la faune sauvage, la criminalité environnementale, les informations météorologiques ou encore les liens entre environnement et santé.

Dans leur ensemble, ces réponses montrent que les publics africains s'intéressent d'abord aux questions environnementales lorsqu'elles ont des conséquences directes sur leur quotidien. Les sujets qui retiennent le plus leur attention sont ceux qui affectent les conditions de vie, les activités économiques, la santé, l'alimentation ou la sécurité des populations.

L'enquête confirme ainsi que les enjeux environnementaux ne sont plus perçus comme des problématiques exclusivement scientifiques ou écologiques. Ils sont désormais abordés comme des questions de développement, de résilience et de qualité de vie, au croisement des dimensions économiques, sociales et sanitaires. Cette évolution constitue un signal encourageant pour les médias africains, qui disposent d'un véritable espace pour développer un journalisme environnemental davantage ancré dans les préoccupations quotidiennes des citoyens.

Les freins à la production de contenus en lien avec l'environnement dans les médias africains

Produire une information de qualité sur les enjeux environnementaux demeure un exercice exigeant pour une grande partie des journalistes africains. Les réponses recueillies montrent que les obstacles rencontrés ne relèvent pas d'une difficulté isolée, mais d'un ensemble de contraintes qui se renforcent mutuellement : faiblesse des financements, difficultés d'accès à l'information et au terrain, manque de compétences spécialisées, pressions politiques ou encore risques sécuritaires.

Cette accumulation de contraintes explique en partie pourquoi les questions environnementales restent encore insuffisamment couvertes dans certains médias, malgré l'intérêt croissant qu'elles suscitent auprès du public.

1. Le manque de financement et de moyens logistiques

Le manque de ressources financières constitue de loin le principal obstacle cité par les journalistes. Les reportages environnementaux nécessitent souvent des enquêtes longues, des déplacements dans des zones rurales, forestières ou protégées, du matériel spécifique et un temps d'investigation important, alors même que les rédactions disposent de budgets limités pour ce type de production.

Quelques témoignages illustratifs :

« Ce sont les moyens pour se déplacer, parce que nos médias ne financent pas nos reportages, alors que la plupart des sujets liés à l'environnement ne se traitent pas en ville, mais plutôt dans les campagnes. »

« Le journalisme environnemental nécessite d'importantes ressources financières ainsi que des moyens logistiques dont les journalistes ne disposent généralement pas. »

« Les contraintes de financement limitent également la profondeur des enquêtes, en particulier pour les reportages qui nécessitent de se rendre dans des communautés ou des zones reculées. »

Au-delà des déplacements, plusieurs répondants évoquent également le manque d'équipements techniques, de matériel audiovisuel, d'accès à Internet ou d'outils numériques adaptés.

2. Un accès difficile aux données, aux sources et aux experts

Le deuxième frein majeur concerne l'accès à une information fiable. Les journalistes expliquent rencontrer des difficultés pour obtenir des données environnementales actualisées, consulter des statistiques officielles ou recueillir la parole des administrations compétentes.

Ils soulignent également la difficulté d'identifier des scientifiques ou des experts disponibles pour expliquer des sujets parfois très techniques.

Quelques citations :

« Le manque d'accès à des données fiables et actualisées rend difficile la vérification des faits. »

« Les autorités tardent à répondre aux sollicitations, ou bien certaines informations ne sont pas accessibles au public. »

« Difficultés à trouver des scientifiques et experts appropriés. »

« Les scientifiques ont peur de parler aux journalistes. »

« Le manque de données environnementales et le refus de certains responsables d'accorder des interviews. »

L'absence de données accessibles ou de sources diversifiées limite la capacité des journalistes à produire des enquêtes solides, équilibrées et documentées.

3. Des difficultés d'accès au terrain

Les principaux enjeux environnementaux se situent souvent loin des centres urbains : zones forestières, exploitations minières, espaces agricoles, réserves naturelles ou territoires touchés par des catastrophes naturelles.

Ces zones sont parfois difficiles d'accès en raison du mauvais état des infrastructures, de leur isolement ou du coût des déplacements.

Les journalistes expliquent notamment :

« Les sujets demandent souvent des déplacements fréquents sur le terrain, parfois dans des zones isolées ou difficiles d'accès. »

« La connexion internet et les problèmes de route pour aller dans les zones forestières et minières. »

4. Les pressions politiques, économiques et le manque de transparence

Les journalistes rappellent que les sujets environnementaux touchent fréquemment des intérêts économiques ou politiques majeurs : exploitation minière, hydrocarbures, déforestation, grands projets d'aménagement ou tourisme.

Dans ce contexte, l'accès à l'information peut être limité et certains journalistes font état de pressions visant à restreindre leurs investigations.

Les citations sont particulièrement explicites :

« La sensibilité politique lorsque les sujets impliquent de puissants acteurs économiques ou gouvernementaux. »

« Pressions politiques ou économiques qui peuvent limiter la liberté d'investigation. »

« Manque de transparence des autorités et des entreprises. »

« Hostilité des autorités vis-à-vis de la presse. »

« Je travaille pour le média public et le gouvernement est souvent en opposition avec ce type de sujets. »

5. L'insécurité et les risques encourus par les journalistes

Dans plusieurs pays, notamment ceux confrontés aux conflits armés, au terrorisme ou à l'exploitation illégale des ressources naturelles, les journalistes soulignent que leur sécurité constitue un obstacle majeur à la couverture des questions environnementales.

Au-delà des risques physiques, ils évoquent également les intimidations, les menaces et les pressions psychologiques.

Quelques exemples :

« La mauvaise situation sécuritaire, les intimidations et menaces. »

« Les conditions de travail sont parfois dangereuses en zones isolées. »

« Accès à des zones d'exploitation illicite des ressources naturelles par des groupes mafieux. »

« Protection de l'intégrité physique, psychologique et juridique du journaliste. »

6. Une priorité éditoriale encore insuffisante

Plusieurs journalistes regrettent que les questions environnementales demeurent secondaires dans certaines rédactions. Elles bénéficient rarement des mêmes moyens que les sujets politiques, économiques ou sécuritaires et peinent parfois à trouver leur place dans les choix éditoriaux.

Quelques témoignages :

« Les grands rendez-vous environnementaux sont relégués au second plan. »

« Un désintérêt de la part de la rédaction. Elle estime que ce sont des sujets qui ne sont pas grand public. »

7. Un déficit de compétences spécialisées

Le traitement des questions environnementales requiert des connaissances scientifiques, juridiques ou économiques que peu de journalistes ont eu l'occasion d'acquérir au cours de leur formation initiale.

Les répondants insistent ainsi sur la nécessité de renforcer les compétences spécialisées des professionnels des médias.

Ils évoquent notamment :

« Compétences et maîtrise du sujet. »

« Faible accès aux formations et renforcement des compétences. »

« Il y a un manque criant de formation spécialisée en journalisme environnemental. »

Cette difficulté est d'autant plus importante que les sujets abordés — climat, biodiversité, crédits carbone, marchés carbone ou exploitation des ressources naturelles — deviennent de plus en plus techniques.

8. La complexité des sujets environnementaux

Même lorsque les informations sont disponibles, plusieurs journalistes soulignent qu'il reste difficile de rendre ces sujets accessibles au grand public.

Ils nécessitent un important travail de vulgarisation afin d'expliquer des mécanismes scientifiques complexes sans en dénaturer le contenu.

Quelques citations :

« Cela nécessite beaucoup plus de temps pour traiter un sujet en profondeur. »

« Les gens veulent lire des reportages à dimension humaine... c'est difficile de communiquer sur des sujets comme le "zéro émission nette". »

« Façonner les récits de manière à capter l'intérêt de tous les publics. »

9. Une sensibilisation encore inégale du public

Enfin, certains journalistes considèrent que, malgré un intérêt croissant, les questions environnementales ne sont pas encore perçues comme prioritaires dans tous les pays ni par tous les publics.

Ils observent notamment :

Que *« Le manque de sensibilisation du public et son engagement limité peuvent rendre difficile le maintien de l'attention sur les sujets environnementaux. »*

« Faible culture environnementale de la part du public. »

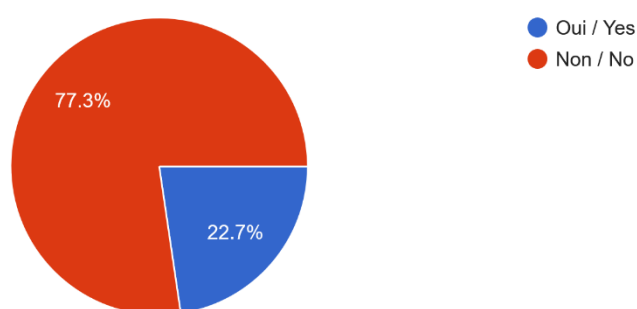
Dans l'ensemble, cette enquête montre que les obstacles à la production d'informations environnementales sont autant structurels qu'éditoriaux. Ils concernent les ressources financières, l'accès à l'information, les capacités professionnelles, les conditions d'exercice du métier et, dans certains contextes, la sécurité même des journalistes.

Ces résultats suggèrent que le développement du journalisme environnemental en Afrique ne dépend pas uniquement de la motivation des rédactions ou des journalistes. Il suppose également un renforcement durable de l'écosystème médiatique: amélioration des conditions de travail, accès facilité aux données publiques, développement de formations spécialisées, soutien aux enquêtes de terrain et protection effective de la liberté de la presse. Autant de leviers indispensables pour permettre aux médias de répondre à l'intérêt croissant des citoyens pour les enjeux environnementaux.

...Mais aussi des freins pour publier du contenu

Nous avons également interrogé les journalistes sur les difficultés qu'ils rencontrent non plus pour produire, mais pour **publier et diffuser** leurs contenus consacrés à l'environnement.

Voici la proportion de journalistes déclarant rencontrer des obstacles à la publication de leurs travaux.



Les réponses montrent que les difficultés ne s'arrêtent pas à la réalisation des reportages. Leur publication constitue elle aussi un défi important. Les journalistes décrivent un environnement médiatique dans lequel les sujets environnementaux peinent à trouver leur place face à des thématiques jugées plus prioritaires ou plus rentables. À ces arbitrages éditoriaux s'ajoutent des contraintes économiques, des pressions politiques et, dans certains cas, des formes de censure ou d'autocensure.

1. Une priorité éditoriale encore limitée

Le constat le plus fréquemment formulé concerne la place accordée aux questions environnementales dans les choix éditoriaux. Les journalistes expliquent que les rédactions privilégient généralement les sujets politiques, sécuritaires, économiques ou sportifs, perçus comme plus attractifs pour l'audience et les annonceurs.

Plusieurs journalistes expliquent :

« Les questions environnementales sont reléguées au second plan. »

« Les médias s'intéressent plutôt aux sujets liés à la politique. »

« Le manque de sensibilisation du public et son engagement limité peuvent rendre difficile le maintien de l'attention sur les sujets environnementaux. »

« Parce que souvent, la priorité n'est pas donnée aux reportages environnementaux (...) Ils viennent souvent dans les dernières pages. »

Cette hiérarchie de l'information limite les possibilités de publication, même lorsque les reportages ont déjà été réalisés.

2. Une rentabilité économique jugée insuffisante

Plusieurs répondants estiment que les contenus environnementaux sont parfois considérés comme moins rentables que d'autres productions éditoriales. Les médias hésitent ainsi à leur consacrer du temps ou de l'espace, en raison de recettes publicitaires jugées plus faibles ou d'une audience supposée plus limitée.

Certains journalistes évoquent également l'existence de pratiques de « publication payante », qui compliquent encore davantage la diffusion des enquêtes, notamment pour les journalistes indépendants.

Cette logique économique constitue un frein supplémentaire à la visibilité des questions environnementales dans les médias.

3. Les pressions politiques, la censure et l'autocensure

Les journalistes rappellent que les sujets environnementaux peuvent rapidement devenir sensibles lorsqu'ils mettent en cause des autorités publiques, des entreprises ou des intérêts économiques importants.

Ils évoquent notamment :

« Risque de censure et de tortures. »

« Censure gouvernementale. »

« Certains sujets sont d'une manière ou d'une autre "enterrés" lorsqu'ils mettent en lumière les défaillances des autorités. »

« Les militaires au pouvoir... cela peut être difficile. »

« Les médias (...) qui publient des sujets mettant en cause de puissants intérêts économiques ou politiques font parfois face à des résistances éditoriales ou à une censure discrète, par peur des représailles, d'une perte de revenus publicitaires ou de pressions politiques. »

Ces témoignages montrent que la publication de certains contenus est parfois davantage conditionnée par le contexte politique ou économique que par leur qualité journalistique.

4. Les arbitrages des rédactions

Au-delà des pressions extérieures, plusieurs journalistes mettent en avant les choix opérés au sein même des rédactions. Ils estiment que les responsables éditoriaux accordent encore une place limitée aux enjeux environnementaux, souvent perçus comme trop techniques, insuffisamment attractifs ou éloignés de l'actualité immédiate.

Les témoignages sont révélateurs :

« Les rédacteurs en chef rejettent souvent les actualités environnementales au motif que ces sujets seraient trop complexes pour le citoyen lambda. »

« Les rédacteurs en chef s'intéressent principalement aux sujets dictés par l'actualité immédiate. »

« Le rédacteur en chef accorde peu d'intérêt aux reportages en environnement qu'aux reportages d'actualité. »

Ces réponses mettent en évidence un besoin de sensibilisation et de formation qui concerne également les responsables éditoriaux.

5. Les contraintes économiques des journalistes, notamment indépendants

Les journalistes indépendants soulignent qu'achever une enquête ne garantit pas sa publication. Trouver un média prêt à diffuser un reportage environnemental demeure souvent difficile, notamment lorsque celui-ci nécessite un investissement éditorial important.

Ils indiquent notamment :

« Les difficultés à obtenir des piges (contrats freelance) et la petite taille des rédactions. »

« Il est parfois difficile de trouver un média d'intérêt qui accepte de soutenir les candidatures (à des bourses ou projets). »

Le manque de financements pèse ainsi sur l'ensemble de la chaîne de production, depuis la réalisation des enquêtes jusqu'à leur diffusion.

6. Des situations plus favorables dans certains médias spécialisés

À l'inverse, plusieurs journalistes travaillant au sein de médias spécialisés ou disposant de leurs propres supports de diffusion déclarent rencontrer beaucoup moins de difficultés.

Ils expliquent :

« Je travaille pour un média dédié à la protection de l'environnement. »

« Parce que je suis la directrice de publication de mon média. »

« J'ai un site web pour mon journal. Il me permet de mettre en ligne mes articles. »

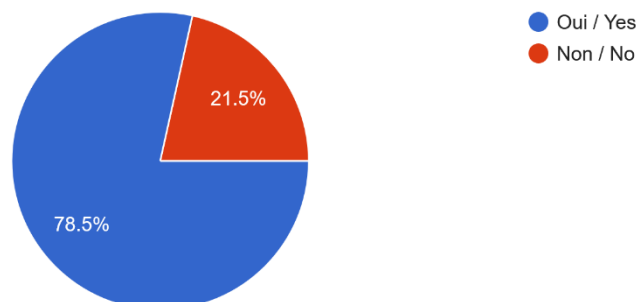
Même si ces situations demeurent minoritaires, elles montrent que l'autonomie éditoriale et la spécialisation des médias réduisent sensiblement les obstacles à la publication des contenus environnementaux.

Dans leur ensemble, ces résultats montrent que les difficultés rencontrées par les journalistes ne concernent pas uniquement la production de l'information, mais également son accès au public. Un reportage peut être réalisé dans de bonnes conditions sans pour autant trouver sa place dans les choix éditoriaux d'un média.

L'enquête met ainsi en évidence un enjeu souvent sous-estimé : **le développement du journalisme environnemental ne dépend pas seulement des compétences des journalistes ou des moyens consacrés aux enquêtes, mais aussi de la capacité des médias à considérer ces sujets comme des priorités éditoriales à part entière.** Renforcer la sensibilisation des directions de rédaction, soutenir les médias spécialisés et favoriser des modèles économiques permettant une meilleure valorisation des contenus environnementaux apparaissent, à cet égard, comme des leviers essentiels pour améliorer leur visibilité auprès du public.

Certains sujets demeurent difficiles à traiter

Y a-t-il des sujets environnementaux spécifiques que vous n'avez pas pu traiter en raison d'un manque de ressources ou de problèmes externes ?



Les réponses recueillies montrent que de nombreux sujets environnementaux jugés prioritaires par les journalistes restent insuffisamment couverts, non par manque d'intérêt éditorial, mais parce qu'ils nécessitent des enquêtes longues, coûteuses et parfois dangereuses. Les contraintes financières apparaissent comme le premier obstacle, mais elles se combinent à d'autres difficultés : accès limité aux zones concernées, manque de données fiables, faible disponibilité des experts, réticences des autorités publiques ou existence d'intérêts économiques et politiques susceptibles de freiner les investigations.

Les journalistes identifient ainsi plusieurs domaines qui, selon eux, mériteraient une couverture médiatique beaucoup plus importante.

1. Les crimes environnementaux et l'exploitation illégale des ressources naturelles

Le thème le plus fréquemment évoqué concerne la criminalité environnementale. Les journalistes souhaiteraient pouvoir enquêter davantage sur les réseaux d'exploitation illégale des ressources naturelles, mais soulignent que ces sujets sont particulièrement complexes à documenter. Ils impliquent souvent des acteurs puissants, des zones difficiles d'accès et des risques sécuritaires élevés.

Les sujets les plus souvent cités concernent :

- Le trafic de bois ;
- Le braconnage ;
- L'exploitation minière illégale ;
- Le trafic d'espèces protégées ;
- Les réseaux criminels liés aux ressources naturelles.

Quelques témoignages illustrent ces difficultés :

« Enquêtes sur le braconnage de rhinocéros, la contrebande et les activités des réseaux criminels. »

« Investiguer en profondeur sur les crimes environnementaux transnationaux dans la zone est souvent difficile. »

« Le commerce illégal du bois et la disparition progressive des forêts classées ; enquête sur le lien entre dérèglement climatique, insécurité alimentaire et instabilité politico-sécuritaire au Mali. »

Ces réponses montrent que la criminalité environnementale demeure un angle mort de la couverture médiatique africaine, alors même qu'elle constitue un enjeu majeur de gouvernance, de sécurité et de développement.

2. La déforestation, la biodiversité et les aires protégées

La protection des écosystèmes constitue le deuxième grand domaine insuffisamment traité. Les journalistes expriment un intérêt marqué pour les enjeux liés à la biodiversité, à la disparition des habitats naturels et à la gestion des espaces protégés, mais expliquent que ces sujets nécessitent des déplacements sur le terrain et des compétences spécialisées rarement disponibles.

Les thématiques les plus fréquemment mentionnées sont :

- La déforestation ;
- Les mangroves ;
- Les zones humides ;
- Les forêts classées ;
- Les réserves naturelles ;
- Les conflits entre activités humaines et faune sauvage.

Quelques citations représentatives :

« La perte de biodiversité, comme par exemple la disparition des zones humides due aux activités agricoles intensives. »

« Des reportages sur les forêts de mangroves, l'actualité maritime (ou les océans) et les sécheresses ou inondations. »

« La déforestation dans la réserve de faune à Okapi. »

« Les destructions des cultures par les animaux protégés. »

Ces témoignages illustrent l'importance accordée aux questions de conservation, mais aussi les difficultés rencontrées pour documenter les transformations des écosystèmes sur le terrain.

3. Pollution, déchets et santé environnementale

Les problématiques de pollution figurent également parmi les sujets que les journalistes souhaiteraient davantage traiter. Les répondants mettent en avant aussi bien la pollution plastique que les déchets électroniques, les pollutions industrielles ou leurs conséquences sanitaires.

Quelques témoignages :

« La gestion des déchets et la pollution plastique, très visibles dans les villes. »

« Les impacts à long terme des émissions toxiques provenant du brûlage des déchets électroniques nécessitent des investigations soutenues. »

« La pollution du lac Kivu, l'impact des déchets plastiques sur la production aquatique. »

Ces réponses montrent que les journalistes cherchent à mieux documenter les conséquences concrètes des pollutions sur la santé publique, les ressources naturelles et les activités économiques locales.

4. Les impacts locaux du changement climatique

Si le changement climatique est largement couvert dans les médias, les journalistes estiment que ses conséquences locales restent encore insuffisamment documentées. Ils souhaitent produire davantage de reportages consacrés aux effets directs du dérèglement climatique sur les populations, les activités agricoles ou les ressources naturelles.

Les sujets les plus fréquemment évoqués concernent :

- Les sécheresses ;
- Les inondations ;
- La désertification ;
- L'érosion ;
- La diminution des ressources halieutiques ;
- L'agriculture ;
- La sécurité alimentaire.

Quelques témoignages illustratifs :

« Je voulais traiter un sujet concernant la diminution des poissons dans nos lacs ainsi que l'impact du climat sur les cultures et les plantes médicinales. »

« Le changement climatique et la destruction des récifs coralliens. »

« Les transports pour se rendre dans une zone sujette à la sécheresse comme la région de Karamoja, afin d'enquêter sur la manière dont les communautés s'adaptent au changement climatique. »

« La lutte contre la désertification et la protection de l'environnement dans les régions de Diffa et Agadez. »

Les réponses montrent que les journalistes privilégient une approche concrète du changement climatique, centrée sur ses conséquences sociales, économiques et territoriales.

5. Les nouvelles thématiques environnementales émergentes

Enfin, plusieurs répondants souhaitent développer une couverture de sujets encore peu présents dans les médias africains, mais appelés à prendre une importance croissante dans les années à venir.

Les thèmes les plus souvent cités sont :

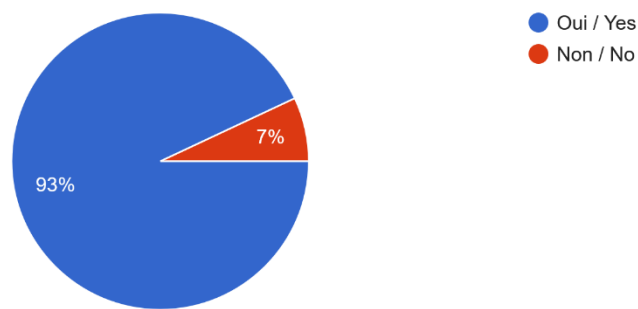
- Les marchés carbone ;
- Les crédits carbone ;
- Les minerais critiques ;
- Les minéraux stratégiques ;
- La bioéconomie ;
- Les océans ;
- Les principes du pollueur-payeur.

L'apparition de ces sujets dans les réponses témoigne d'une évolution progressive des préoccupations journalistiques. Au-delà des enjeux environnementaux traditionnels, les professionnels s'intéressent de plus en plus aux dimensions économiques, géopolitiques et financières de la transition écologique. Cette évolution traduit également un besoin croissant de formations spécialisées permettant de traiter des sujets souvent complexes et encore peu maîtrisés au sein des rédactions.

Dans l'ensemble, cette question met en évidence un paradoxe déjà observé dans les sections précédentes : les journalistes identifient clairement les sujets environnementaux qu'ils jugent prioritaires pour leurs publics, mais les contraintes économiques, matérielles, institutionnelles et parfois sécuritaires limitent fortement leur capacité à les traiter de manière approfondie. Les thématiques les plus insuffisamment couvertes correspondent précisément à celles qui nécessitent le plus de temps, de déplacements, d'expertise et de moyens d'investigation, confirmant que le principal défi du journalisme environnemental africain est aujourd'hui moins celui de l'intérêt que celui des capacités de production.

Un besoin de formation continue

Face à la complexification rapide des enjeux environnementaux et à l'évolution constante des pratiques journalistiques, la demande de formation apparaît comme l'un des résultats les plus consensuels de cette enquête. **Près de 93 % des journalistes interrogés déclarent souhaiter renforcer ou actualiser leurs connaissances sur les questions liées au développement durable**, signe que ces thématiques sont désormais perçues comme des compétences professionnelles à part entière.



Au-delà de cette adhésion quasi unanime, les réponses dessinent une conception exigeante de la formation. Les journalistes ne demandent pas uniquement des connaissances supplémentaires sur le climat ou la biodiversité. Ils expriment le besoin d'un véritable parcours de professionnalisation, associant maîtrise des connaissances scientifiques, renforcement des méthodes journalistiques, appropriation des outils numériques, accès facilité aux données et accompagnement dans leur évolution professionnelle. Cette vision globale traduit la transformation profonde du journalisme environnemental, qui mobilise désormais des compétences scientifiques, techniques, numériques et éditoriales de plus en plus diversifiées.

Mieux comprendre les enjeux scientifiques

Le premier besoin exprimé concerne sans ambiguïté le renforcement des connaissances scientifiques. Beaucoup de journalistes reconnaissent que les questions environnementales abordent aujourd'hui des domaines particulièrement complexes — climat, biodiversité, marchés carbone, exploitation minière, agriculture durable ou encore politiques internationales — qui nécessitent une meilleure maîtrise des concepts et des données.

Au-delà de l'acquisition de connaissances, les répondants souhaitent surtout être capables de traduire ces informations scientifiques en contenus accessibles au grand public, sans en simplifier excessivement les enjeux.

Renforcer les capacités d'investigation

Les journalistes considèrent également que les questions environnementales nécessitent des méthodes d'enquête spécifiques. Les crimes environnementaux, les trafics de ressources naturelles, les conflits d'usage ou encore les impacts locaux du changement climatique exigent des investigations longues, souvent interdisciplinaires et parfois transfrontalières.

Les répondants souhaitent ainsi approfondir leurs compétences en matière de collecte documentaire, de protection des sources, de vérification des informations et d'enquête collaborative. Plusieurs insistent également sur l'intérêt du mentorat auprès de journalistes expérimentés afin d'acquérir des méthodes de travail directement applicables sur le terrain.

Développer le journalisme de données

L'analyse des données apparaît désormais comme une compétence incontournable. Les journalistes souhaitent apprendre à exploiter les nombreuses bases de données disponibles sur le climat, la biodiversité ou les ressources naturelles, mais également à produire des cartes, des infographies et des visualisations permettant de rendre ces informations compréhensibles.

Beaucoup évoquent également l'utilisation des images satellitaires, des systèmes d'information géographique (SIG) ou encore des outils de télédétection, dont l'usage se développe rapidement dans les enquêtes environnementales.

Maîtriser les nouveaux outils numériques

Les réponses confirment également l'intégration croissante des technologies numériques dans le travail journalistique. Après avoir largement adopté les réseaux sociaux comme outils de collecte et de diffusion de l'information, les journalistes souhaitent désormais mieux maîtriser l'intelligence artificielle, les plateformes de recherche, les outils de fact-checking, les drones ou encore les bases de données ouvertes.

Cette demande s'inscrit dans une volonté plus large d'adapter les pratiques professionnelles aux évolutions technologiques qui transforment aujourd'hui le métier.

Rendre les sujets environnementaux plus accessibles

Les journalistes ne souhaitent pas seulement mieux comprendre les enjeux environnementaux, ils veulent également mieux les raconter.

Nombre d'entre eux expriment le besoin de développer de nouvelles formes de narration permettant de transformer des sujets scientifiques complexes en récits accessibles, incarnés et attractifs. Ils souhaitent apprendre à identifier des angles originaux, développer des formats innovants, renforcer les approches de journalisme de solutions et mieux convaincre leurs rédactions de l'intérêt éditorial de ces sujets. Cette attente reflète une prise de conscience : la qualité de l'information environnementale dépend autant de la rigueur scientifique que de la capacité à susciter l'intérêt du public.

Accéder plus facilement aux ressources et aux réseaux

Les difficultés rencontrées par les journalistes ne relèvent pas uniquement du manque de formation. Beaucoup soulignent qu'il demeure difficile d'identifier des données fiables, de contacter des chercheurs ou de disposer d'interlocuteurs spécialisés. Les répondants souhaitent ainsi bénéficier de réseaux professionnels facilitant l'accès aux experts, aux universités, aux organisations de la société civile et aux centres de recherche. Ils plaident

également pour le développement de communautés de journalistes spécialisés permettant le partage d'expériences et la coopération régionale.

Faire de la formation un processus permanent

Les réponses montrent enfin que les journalistes ne conçoivent pas la formation comme un événement ponctuel mais comme un processus continu.

Compte tenu de l'évolution rapide des connaissances scientifiques, des technologies numériques et des politiques environnementales, ils souhaitent pouvoir bénéficier régulièrement de mises à jour, d'ateliers pratiques, de formations spécialisées et d'échanges avec des experts internationaux. Cette demande traduit une véritable culture de l'apprentissage continu, désormais considérée comme indispensable à l'exercice du métier.

Sécuriser l'exercice du journalisme environnemental

Plusieurs journalistes rappellent enfin que certaines enquêtes environnementales peuvent exposer à des risques importants, notamment lorsqu'elles concernent l'exploitation des ressources naturelles, les industries extractives ou les intérêts économiques et politiques.

Ils souhaitent donc renforcer leurs compétences en matière de sécurité physique, de protection numérique, de droit de l'environnement et de gestion des risques, afin de pouvoir exercer leur métier dans de meilleures conditions.

Accompagner les parcours professionnels

Enfin, les journalistes ne dissocient pas la formation du développement de leur carrière. Ils évoquent le besoin de mentorat, de coaching éditorial, d'accès à des réseaux internationaux, mais aussi d'un accompagnement dans la recherche de financements, de partenariats et de formations diplômantes. Cette dimension montre que les attentes dépassent largement le cadre de la montée en compétences techniques : elles traduisent une volonté de structurer de véritables parcours professionnels dans un domaine en pleine expansion.

Au final, les réponses recueillies témoignent d'une forte dynamique de professionnalisation du journalisme environnemental en Afrique. Les journalistes ne demandent pas uniquement davantage de formations, ils appellent à la construction d'un écosystème complet associant acquisition de connaissances, innovation pédagogique, accompagnement professionnel, accès aux ressources et développement de réseaux spécialisés. Cette ambition reflète la place désormais centrale qu'occupent les questions environnementales dans les transformations contemporaines du métier de journaliste.



Les champs journalistiques à explorer en 2026

Dernier volet de cette enquête, les journalistes ont été invités à identifier les sujets environnementaux sur lesquels ils souhaitent travailler au cours de l'année 2026, ainsi que les grands rendez-vous internationaux qu'ils aimeraient couvrir.

Les réponses témoignent d'une évolution significative des priorités éditoriales. Si les préoccupations locales demeurent centrales — agriculture, eau, pollution, forêts ou biodiversité — elles s'inscrivent désormais dans une lecture beaucoup plus globale des enjeux environnementaux. Les journalistes manifestent un intérêt croissant pour les dimensions économiques, géopolitiques et sociales de la transition écologique, qu'il s'agisse des mécanismes de financement climatique, des négociations internationales, des marchés carbone ou des questions de justice environnementale.

Cette évolution traduit une profession qui cherche à mieux articuler les réalités vécues par les populations africaines avec les grands débats internationaux. Les répondants souhaitent ainsi produire un journalisme davantage tourné vers l'explication, l'investigation et les solutions, capable d'éclairer les conséquences concrètes des politiques environnementales sur les territoires.

1. Le changement climatique : documenter les impacts et les capacités d'adaptation

Le changement climatique demeure, de très loin, la priorité éditoriale des journalistes interrogés. Toutefois, leurs attentes dépassent largement la couverture des conférences internationales ou des phénomènes météorologiques extrêmes. Ils souhaitent avant tout montrer les conséquences concrètes du dérèglement climatique sur les populations et mettre en lumière les initiatives locales d'adaptation.

Les sujets les plus fréquemment cités concernent notamment :

- L'adaptation et la résilience des communautés ;
- Les impacts sur l'agriculture et la sécurité alimentaire ;
- Les sécheresses, les inondations et la montée du niveau de la mer ;
- Les catastrophes naturelles ;
- Les effets sur les femmes, les jeunes et les populations vulnérables ;
- La santé mentale liée au changement climatique ;
- Les migrations climatiques ;
- L'agriculture intelligente face au climat.

Cette orientation confirme l'intérêt grandissant pour un journalisme de solutions, centré sur les réponses apportées par les territoires.

2. Biodiversité, forêts et restauration des écosystèmes

La protection des écosystèmes constitue le deuxième grand domaine d'intérêt. Les journalistes souhaitent approfondir leur couverture de la déforestation, de la restauration des paysages et de la conservation de la biodiversité, tout en s'intéressant davantage aux conflits qui opposent parfois protection de la nature et développement économique.

Les principaux sujets évoqués sont :

- La déforestation ;
- Le reboisement ;
- Les aires protégées ;
- La gouvernance forestière ;
- Le braconnage ;
- Le trafic d'espèces sauvages ;
- Les mangroves ;
- Les récifs coralliens ;
- Les espèces endémiques ;
- Les conflits entre conservation et exploitation des ressources.

Plusieurs répondants souhaitent notamment enquêter sur les conséquences environnementales des activités minières et de l'exploitation illégale des forêts.

3. L'eau, une ressource stratégique

L'eau apparaît comme l'un des enjeux les plus transversaux de l'année à venir. Les journalistes envisagent d'aborder aussi bien les questions d'accès à l'eau potable que les dimensions géopolitiques liées au partage des ressources hydriques.

Les thématiques les plus souvent citées sont :

- L'accès à l'eau potable ;
- La gestion intégrée des ressources en eau ;
- Les sécheresses ;
- Les bassins transfrontaliers ;
- L'hydro-diplomatie ;
- Les eaux usées ;
- Les conflits d'usage ;
- La sécurité hydrique ;
- Les barrages ;
- Les zones humides ;
- La pollution des cours d'eau.

Plusieurs souhaitent consacrer des enquêtes au Nil, au bassin du Congo, au lac Kivu ou encore au fleuve Comoé.

4. Pollution et économie circulaire

La lutte contre les différentes formes de pollution constitue également une priorité importante. Les journalistes souhaitent documenter davantage les conséquences sanitaires, économiques et environnementales de la mauvaise gestion des déchets, tout en valorisant les initiatives locales de recyclage et d'économie circulaire.

Les principaux sujets concernent :

- Les déchets plastiques ;
- L'économie circulaire ;
- Le recyclage ;
- Les déchets ménagers ;
- Les déchets électroniques ;
- Les eaux usées ;
- Les pollutions industrielles ;
- Les pollutions marines et chimiques.

5. Agriculture durable et sécurité alimentaire

Les questions agricoles occupent une place centrale dans les préoccupations des journalistes, reflet de leur importance économique et sociale sur le continent africain.

Les répondants souhaitent notamment traiter :

- L'agroécologie ;
- L'agriculture intelligente face au climat ;
- L'agroforesterie ;
- La résilience des exploitations agricoles ;
- L'irrigation ;
- La désertification ;
- La fertilité des sols ;
- La sécurité alimentaire ;
- Les conflits d'usage des terres.

Cette priorité témoigne de la volonté de mieux expliquer les interactions entre climat, environnement et développement rural.

6. Transition énergétique et économie verte

La transition énergétique s'impose progressivement comme un nouveau champ d'investigation.

Les journalistes souhaitent couvrir davantage :

- Les énergies renouvelables ;
- La transition énergétique ;
- L'hydrogène vert ;
- Les villes durables ;
- La mobilité électrique ;
- Les technologies vertes ;
- L'efficacité énergétique ;
- Les partenariats public-privé.

Plusieurs mentionnent également les emplois verts et les enjeux d'une transition juste.

7. Finance climatique et marchés carbone

Les mécanismes financiers internationaux figurent parmi les thématiques dont l'intérêt progresse le plus fortement.

Les journalistes souhaitent mieux comprendre et expliquer :

- Les financements climatiques ;
- Les crédits carbone ;
- Les marchés carbone ;
- Les mécanismes internationaux de financement ;
- Les pertes et dommages ;
- Les investissements verts ;
- Les contributions déterminées au niveau national (CDN).

Beaucoup reconnaissent que ces questions demeurent complexes et insuffisamment maîtrisées, tant par les journalistes que par le grand public.

8. Diplomatie environnementale et gouvernance internationale

Les réponses révèlent également un intérêt croissant pour les dimensions géopolitiques des politiques environnementales.

Les journalistes souhaitent suivre plus attentivement :

- Les négociations internationales ;
- Les accords environnementaux ;
- La coopération régionale africaine ;
- La diplomatie de l'eau ;
- La gouvernance mondiale du climat ;
- Les accords sur la biodiversité ;
- Les relations Nord-Sud.

Ils souhaitent notamment mieux comprendre la place de l'Afrique dans les grandes négociations internationales.

9. Industries extractives et justice environnementale

Les ressources naturelles demeurent un sujet majeur d'investigation.

Les journalistes souhaitent enquêter davantage sur :

- Les mines artisanales ;
- L'orpaillage ;
- Les minerais critiques ;
- Les hydrocarbures ;
- Les impacts environnementaux des industries extractives ;
- Les pollutions minières ;

- Les conflits liés aux ressources ;
- Les droits des communautés locales ;
- La corruption environnementale.

Ces sujets sont souvent abordés sous l'angle de la gouvernance, de la transparence et de la responsabilité des entreprises.

10. Justice climatique et justice environnementale

La dimension sociale des enjeux environnementaux apparaît désormais comme une préoccupation à part entière.

Les journalistes souhaitent documenter :

- Les inégalités face aux impacts climatiques ;
- La situation des populations les plus vulnérables ;
- Les peuples autochtones ;
- Les migrations environnementales ;
- Les droits environnementaux ;
- Les conséquences sociales de la transition écologique.

Cette évolution traduit une approche plus inclusive du journalisme environnemental, centrée sur les populations et les territoires.

11. Innovation technologique et nouveaux outils

Les journalistes manifestent également un intérêt croissant pour les innovations technologiques mises au service de la transition écologique.

Ils souhaitent explorer :

- L'intelligence artificielle ;
- Les satellites ;
- Les drones ;
- L'agriculture de précision ;
- La télédétection ;
- La cartographie numérique ;
- Les technologies dédiées à la lutte contre le changement climatique.

Ces outils sont perçus comme de nouveaux leviers pour documenter les évolutions environnementales avec davantage de précision.

12. Gouvernance locale et politiques publiques

Enfin, plusieurs répondants souhaitent renforcer leur couverture des politiques publiques environnementales et de leur mise en œuvre.

Les sujets les plus fréquemment cités concernent :

- Les stratégies nationales pour le climat ;
- L'application des lois environnementales ;
- Les budgets climat ;
- Les politiques des collectivités territoriales ;
- La responsabilité des entreprises ;
- Les politiques publiques environnementales.

Cette orientation traduit une volonté d'évaluer plus systématiquement l'action publique et ses effets sur les territoires.

Les grands rendez-vous internationaux que les journalistes souhaitent couvrir

Au-delà des sujets de fond, les journalistes identifient plusieurs événements internationaux qu'ils considèrent comme prioritaires en 2026.

Sans surprise, **la COP31 sur le climat** constitue le rendez-vous le plus fréquemment cité. Les répondants souhaitent suivre les négociations relatives aux engagements des États, aux financements climatiques, aux mécanismes de pertes et dommages, aux marchés carbone et aux conséquences concrètes des décisions prises pour les pays africains.

Les **négociations internationales sur la biodiversité** suscitent également un intérêt important, en particulier la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité, les politiques de conservation et les engagements pris en faveur de la protection des espèces.

Les discussions relatives au **traité mondial contre la pollution plastique** apparaissent comme une autre priorité émergente. Les journalistes souhaitent en expliquer les implications pour les États africains et mettre en lumière les solutions développées sur le continent.

Les mécanismes de **finance climatique et les marchés carbone** figurent également parmi les sujets les plus attendus, de même que les négociations consacrées à la gouvernance de l'eau, aux bassins transfrontaliers et à l'hydro-diplomatie.

Enfin, plusieurs répondants souhaitent suivre de plus près les **conférences africaines sur le climat**, notamment *l'Africa Climate Summit*, ainsi que les négociations internationales consacrées à la lutte contre la désertification et à la restauration des terres.

L'ensemble de ces réponses montre que les journalistes africains souhaitent désormais inscrire leur travail dans une perspective à la fois locale et internationale. Tout en restant profondément ancrés dans les réalités des territoires, ils ambitionnent de mieux expliquer les grands mécanismes qui structurent les politiques environnementales mondiales et leurs conséquences pour les sociétés africaines. Cette évolution confirme la montée en puissance d'un journalisme environnemental plus spécialisé, plus stratégique et davantage connecté aux grands débats internationaux.



Recommandations

Au terme de cette enquête, un constat s'impose: les difficultés rencontrées par les journalistes africains sont largement structurelles. Elles concernent autant les conditions d'exercice du métier que les modèles économiques des médias, l'accès à l'information, la sécurité des professionnels, la formation, la lutte contre la désinformation, l'appropriation des nouveaux outils numériques ou encore le traitement des enjeux environnementaux.

Les différentes parties du rapport font apparaître une forte convergence des besoins exprimés. Les journalistes interrogés demandent avant tout davantage de moyens pour enquêter, un meilleur accès aux données et aux sources, des formations continues adaptées aux évolutions du métier, un environnement juridique plus protecteur, ainsi qu'une reconnaissance accrue du rôle stratégique du journalisme environnemental dans les sociétés africaines.

Ces attentes dépassent largement la seule responsabilité des journalistes eux-mêmes. Elles interpellent l'ensemble des acteurs de l'écosystème de l'information : pouvoirs publics, entreprises de presse, universités, organisations professionnelles, bailleurs internationaux, institutions de recherche, organisations de la société civile et partenaires techniques. Le développement d'un journalisme environnemental solide suppose une approche globale,

combinant investissements humains, soutien financier, renforcement des capacités, innovation éditoriale et garanties effectives en matière de liberté de la presse.

À partir des enseignements de cette enquête, vingt et une recommandations prioritaires peuvent être formulées.

1. Créer un fonds africain de soutien au journalisme environnemental

Les difficultés financières apparaissent comme le premier frein à la production de contenus environnementaux. La création d'un mécanisme permanent de financement permettrait de soutenir des enquêtes de terrain, des reportages de longue durée et des investigations transfrontalières sur les grands enjeux environnementaux.

2. Développer les bourses de reportage

Les journalistes expriment un fort besoin de disposer de temps et de ressources pour enquêter. Le développement de bourses dédiées favoriserait la couverture de sujets complexes tels que la biodiversité, le changement climatique, les industries extractives, les marchés carbone ou les crimes environnementaux.

3. Soutenir les enquêtes collaboratives transfrontalières

De nombreux enjeux environnementaux dépassent les frontières nationales. Encourager la constitution de réseaux de journalistes de plusieurs pays permettrait de mieux documenter les trafics de bois, l'exploitation minière illégale, les pollutions transfrontalières ou encore le commerce d'espèces protégées.

4. Développer un programme africain de mentorat

Les besoins de renforcement des compétences concernent autant les jeunes journalistes que les professionnels déjà en activité. Un dispositif de mentorat favoriserait la transmission des savoir-faire en investigation, journalisme scientifique, journalisme de données et narration.

5. Renforcer les compétences scientifiques

L'enquête montre que les journalistes souhaitent mieux maîtriser les questions relatives au climat, à la biodiversité, aux océans, aux ressources naturelles, aux marchés carbone ou aux négociations internationales. Des formations régulières permettraient d'améliorer la qualité scientifique des productions.

6. Développer le journalisme de données environnementales

Le recours aux données, aux images satellites, aux systèmes d'information géographique, à la cartographie ou à l'intelligence artificielle constitue un levier majeur pour renforcer les enquêtes environnementales. Leur diffusion mérite d'être encouragée.

7. Faciliter l'accès aux données environnementales

L'accès à l'information demeure un obstacle majeur. Les États, institutions publiques, centres de recherche et organisations internationales gagneraient à publier davantage de données environnementales dans des formats ouverts, actualisés et facilement exploitables par les médias.

8. Renforcer les liens entre journalistes et communauté scientifique

La mise en place de plateformes de dialogue entre journalistes, chercheurs et experts faciliterait l'accès à des sources fiables, améliorerait la vulgarisation scientifique et renforcerait la qualité des contenus.

9. Soutenir les médias spécialisés

Les journalistes travaillant au sein de médias spécialisés indiquent rencontrer moins de difficultés à publier des contenus environnementaux. Le développement de ces médias, ainsi que de rubriques spécialisées dans les médias généralistes, contribuerait à renforcer la visibilité des enjeux environnementaux.

10. Sensibiliser les rédactions

L'étude montre que les choix éditoriaux demeurent un frein important. Il apparaît nécessaire de renforcer la sensibilisation des rédacteurs en chef et des responsables éditoriaux afin d'accorder une place plus importante aux questions environnementales dans les lignes éditoriales.

11. Encourager le journalisme de solutions

Les journalistes souhaitent mettre davantage en lumière les initiatives locales, les innovations africaines et les réponses développées par les communautés. Cette approche peut contribuer à renforcer l'intérêt du public pour les questions environnementales.

12. Renforcer la présence numérique des journalistes

Les réseaux sociaux, les newsletters, les podcasts, la vidéo ou les plateformes numériques constituent désormais des outils centraux du métier. Des formations spécifiques

permettraient aux journalistes de développer leur audience tout en consolidant leur indépendance économique.

13. Valoriser les productions journalistiques

Le développement de prix, concours, festivals ou plateformes de diffusion consacrés au journalisme environnemental contribuerait à renforcer la reconnaissance de cette spécialité et à encourager l'excellence professionnelle.

14. Améliorer les conditions économiques des journalistes

La précarité demeure l'un des principaux obstacles à un journalisme de qualité. Une amélioration des rémunérations, de la protection sociale, des contrats de travail et des conditions d'exercice constitue un enjeu central.

15. Renforcer la protection des journalistes

Plus de six journalistes sur dix déclarent avoir subi une atteinte à leurs droits professionnels au cours des trois dernières années. Les États sont invités à appliquer pleinement les instruments internationaux et africains relatifs à la liberté de la presse, à la protection des journalistes et à l'accès à l'information.

16. Développer les réseaux professionnels africains

Le renforcement des réseaux régionaux favoriserait le partage d'expériences, les formations communes, les collaborations éditoriales et la mutualisation des ressources entre journalistes.

17. Favoriser l'innovation dans les modèles économiques

Face à la fragilité économique de nombreux médias, il apparaît nécessaire d'accompagner la diversification des sources de revenus à travers les abonnements numériques, les événements, les partenariats éditoriaux, les productions audiovisuelles ou le financement participatif.

18. Soutenir les journalistes des zones rurales et des régions en conflit

Les journalistes exerçant dans les territoires les plus isolés ou affectés par des conflits cumulent les difficultés. Des dispositifs spécifiques de financement, d'équipement, de sécurité et d'assistance logistique permettraient de réduire ces inégalités.

19. Développer des partenariats durables

Les partenariats entre médias, universités, organisations internationales, ONG, secteur privé et centres de recherche peuvent favoriser le financement de reportages, la formation ou le développement d'outils, sous réserve du respect de l'indépendance éditoriale.

20. Faire du journalisme environnemental un levier de transformation

L'ensemble des résultats confirme que le journalisme environnemental dépasse aujourd'hui la seule couverture de l'actualité écologique. Il contribue à la sensibilisation des citoyens, au suivi des politiques publiques, à la lutte contre la désinformation climatique, à la participation démocratique et à l'atteinte des Objectifs de développement durable. Les journalistes interrogés expriment la volonté d'être des acteurs de cette transformation.

21. Créer un Programme africain de renforcement du journalisme environnemental

Enfin, au regard des besoins exprimés tout au long de cette enquête, il apparaît pertinent de proposer la création d'un **Programme africain de renforcement du journalisme environnemental**, porté par un consortium réunissant notamment **Africa 21**, l'**UNESCO**, d'autres organisations internationales, des universités, des centres de recherche, des réseaux de journalistes et des bailleurs internationaux. Ce programme pourrait réunir, dans une approche intégrée, les principaux leviers identifiés par les répondants : formation continue, mentorat, bourses de reportage, journalisme de données, accès aux experts, soutien aux enquêtes transfrontalières, développement des compétences numériques, accompagnement entrepreneurial et défense de la liberté de la presse. Une telle initiative offrirait une réponse cohérente aux attentes exprimées par les journalistes et contribuerait à inscrire le développement du journalisme environnemental africain dans une stratégie durable de long terme.



Restons en contact & Soutenez notre action

Vous avez des commentaires, des suggestions ou des questions sur ce rapport ? Votre avis nous intéresse. N'hésitez pas à nous écrire pour poursuivre l'échange.

Partenaires : Engagez-vous à nos côtés !

Le développement durable en Afrique ne peut se raconter sans des voix locales, expertes et indépendantes. **Africa 21** appelle les organisations, institutions et bailleurs de fonds à soutenir activement notre programme journalistique.

Pourquoi collaborer avec nous ?

- **Valorisez l'expertise locale** : Permettez le déploiement d'un journalisme de terrain rigoureux.
- **Mobilisez notre réseau** : Donnez des opportunités concrètes aux journalistes africains et engagez-les directement sur vos projets liés aux enjeux climatiques et de développement durable.
- **Amplifiez votre impact** : Apportez une visibilité accrue à vos initiatives grâce à des contenus médiatiques de haute qualité.

🤝 **Faisons équipe.** Ensemble, finançons les projets les plus cruciaux et offrons aux experts et journalistes les moyens d'agir.

Coordonnées :

- **Email** : journalist@africa21.org
- **Site web** : www.africa21.org
- **Adresse** : Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue des Savoises 15, 1205 Genève, Suisse.